



### CONGO

# Accélérer la marche : avec qui ?

Le nouveau gouvernement mis en place le 24 avril, était au grand complet lors du Conseil des ministres tenu le 6 mai au Palais du Peuple. Autour du président de la République, Denis Sassou N'Gusso, l'équipe conduite par Anatole Collinet Makosso, forte de 41 membres, dont un vice-Premier ministre et trois ministres d'État a pris ses premières instructions.

Dans ce dossier de la rédaction livré en plusieurs séquences à partir du numéro daté du lundi 11 mai, Les Dépêches de Brazzaville interroge et dresse le portrait des hommes et des femmes composant l'exécutif appelé à réaliser l'accélération de la marche du Congo vers le développement.

*Pages 8-9*

*La nouvelle équipe gouvernementale lors du premier Conseil des ministres*



### GOUVERNEMENT

## Accentuation de la digitalisation des administrations

Le président de la République Denis Sassou N'Gusso a lors du dernier conseil des ministres, demandé la mise en place d'une « task force » chargée de digitaliser les

administrations publiques en priorisant les services des régies financières, afin d'améliorer la mobilisation des recettes de l'Etat.

*Page 9*

### FONDS MONDIAL

## Une nouvelle allocation financière en faveur du Congo



*Isidore Mvouba posant avec la délégation du Fonds mondial*

Le gestionnaire du portefeuille Afrique et Moyen-Orient des subventions du

Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose, Lionel Caruana, a annoncé le 8 mai à Brazzaville, l'octroi d'une allocation de 50 millions d'euros, soit plus de 32 milliards de francs CFA à la République du Congo.

*Page 16*

### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## Plus d'investissement dans le capital humain



La ministre de l'Enseignement supérieur échangeant avec des universitaires après avoir défini la feuille de route. Adiac La ministre de l'Enseignement supérieur Delphine Edith Emmanuel a évoqué lors d'un échange avec ses administrés l'importance d'accroître l'investissement dans le capital humain. Pour elle, la mobilisation des moyens humains, financiers et matériels s'impose à ce secteur d'activité stratégique dans le processus de développement des Etats.

*Page 7*

### Éditorial

#### La BAD à Brazzaville

*Page 2*

## ÉDITORIAL

## La BAD à Brazzaville

Le temps des retrouvailles entre décideurs, experts et partenaires, Brazzaville, la capitale du Congo, sera le point de mire de la haute finance africaine à travers la 61<sup>e</sup> assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs de la BAD (Banque africaine du développement) et la 52<sup>e</sup> assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du Fonds africain de développement.

Le continent se penchera du 25 au 29 mai sur les opportunités de mobiliser les ressources nécessaires à son développement dans un environnement international plongé dans l'incertitude. En endossant l'expression un monde « fragmenté » comme thèse de ses assises, la BAD souligne à quel point l'attention des dirigeants africains doit être portée sur l'engagement de gérer au mieux les ressources nationales et assurer une meilleure gouvernance de leurs États.

Si elle veut réellement prendre la place qui lui revient dans ce monde fragilisé par de nombreuses tensions mais tenu d'affronter ensemble les défis communs, l'Afrique devra apprendre à compter avant tout sur son génie propre. Le propos ne consiste pas à prôner l'autarcie, non, il est de ne pas laisser d'autres décider pour elle pendant qu'elle se contenterait de demander des aides aux contours souvent moins avantageux pour son avenir.

Pendant cinq jours, les quelque 3000 délégués venus de divers horizons devront surtout retenir que le moment est venu de passer à l'acte, et la BAD, institution majeure dans la projection des politiques de développement et la mobilisation des investissements, mérite de ce point de vue d'être soutenue.

Les Dépêches de Brazzaville

81<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA VICTOIRE DU 8 MAI 1945

## L'événement célébré à Brazzaville

Le ministre de la Défense nationale, Raymond Zéphirin Mboulou; le chargé d'affaires de l'ambassade de France au Congo, Fabien Lalitte; et l'ambassadrice de l'Union européenne au Congo, Anne Marchal, accompagnés du maire de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, ont déposé, le 8 mai à Brazzaville, des gerbes de fleurs au pied de la stèle érigée en mémoire du général Leclerc.



Le recueillement à la place d'armes de l'Ecole militaire général Leclerc/Adiac

Hautement symbolique, le 81<sup>e</sup> anniversaire de la victoire du 8 mai 1945 s'est déroulée en présence de l'attaché de défense de l'ambassade de France au Congo, le colonel Thomas Cassan, des autorités congolaises et françaises, des responsables des Forces armées congolaises et des anciens combattants.

Cette date, marquant la capitulation allemande et la victoire des alliés, revêt pour le Congo un caractère particulier. En effet, Brazzaville devenant aussi la capitale de la France libre, constituait ainsi une base importante de la résistance française. Délivrant le message de la ministre

des Armées et des Anciens combattants de la République française, le capitaine Carrigues, du détachement d'appui à la coopération, sécurité et défense, a indiqué qu'il y a 81 ans, dans la nuit du 6 au 7 mai, à Reims, était signée la capitulation sans condition de l'Allemagne. Cette victoire était celle du respect de la souveraineté de chaque peuple et de la dignité de chaque personne, contre ceux qui voulurent réduire le continent africain à un empire de maîtres et d'esclaves.

« Aujourd'hui, pour que plus jamais le pire ne redevienne possible, il nous revient de trans-

mettre aux jeunes qui s'avancent dans la vie, alors que les derniers témoins nous quittent, le « patriotisme agissant » que le général Leclerc confiait aux hommes de la deuxième division blindée en leur faisant ses adieux. Transmettre cette force morale, la première arme d'un peuple qui sut, au bord de l'abîme, se redresser », a-t-il souligné.

La sonnerie aux morts et l'exécution des hymnes nationaux, notamment la Marseillaise et la Congolaise, l'ont été par la musique des Forces armées congolaises.

Guillaume Ondze

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé  
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé  
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira  
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi  
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo  
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,  
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal  
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubélé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint à la direction : Elvy Bombete  
Coordonnateur :  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR

## L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

\*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,  
eMail : contact@inc-sa.com,  
site Internet www.inc-sa.com

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA DÉCENTRALISATION

## Jean Olessongo Ondaye dévoile ses interdits

Le nouveau ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Jean Olessongo Ondaye, au cours de la cérémonie de passation de consignes avec son prédécesseur, Raymond Zéphirin Mboulou, le 5 mai à Brazzaville, a énuméré une liste des interdits et des comportements auxquels il est professionnellement allergique.

La paresse et la nonchalance dans l'exécution des tâches assignées ; le déficit de collaboration entre les cadres et surtout ceux en manque d'initiatives; la désobéissance et le manque de respect envers l'autorité établie; l'insécurité envers les paisibles citoyens ainsi que toute sorte d'antivaleurs, tels sont autant de comportements que Jean Olessongo Ondaye n'entend pas tolérer sous son magistère. « C'est pour toutes ces raisons que je vous enjoins d'œuvrer pour une collaboration étroite et sincère. Dans la vie, il faut savoir faire des choix. Choisissons donc la voie de la paix et de la stabilité afin que notre marche commune soit toujours sereine », a prescrit le nouveau ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation.

S'adressant aux services de sécurité intérieure, Jean Olessongo Ondaye a indiqué que ses attentes sont claires et exigeantes, notamment un engagement constant fondé sur le professionnalisme, la discipline et le strict respect des lois et règlements de la République. « Votre mission première demeure la protection des personnes et de leurs biens. Le maintien de l'ordre public et la lutte résolue contre la criminalité sous toutes ses formes. Cette responsabilité exige une présence effective sur le terrain et une réactivité sans faille face aux menaces. Je vous demande de faire preuve d'exemplarité dans vos comportements,



Raymond Zéphirin Mboulou passant le témoin à Jean Olessongo Ondaye./DR

dans un esprit d'intégrité et de loyauté afin de consolider la confiance entre les forces de sécurité et la population », a-t-il exhorté.

Quant aux animateurs des administrations déconcentrées et décentralisées ainsi que d'autres collaborateurs et partenaires, le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation leur assure qu'ils trouveront au moins un chef sincère, déterminé à œuvrer à leur côté pour atteindre les objectifs qui leur seront assignés. C'est ainsi qu'il a invité les administrations impliquées dans la gestion électorale à se mettre, dès à présent, au travail, en vue de la préparation des futures échéances électorales. « Plutôt nous commencerons, plus grandes seront nos chances de réussite », a-t-il prévenu.

#### « Le passeport cesse d'être perçu comme un document de luxe »

Mesurant pleinement la portée stratégique, régaliennne et sensible de son département ministériel, Jean Olessongo Ondaye a martelé que le Congo doit demeurer un havre de paix, de stabilité. Selon lui, dans un environnement régional fragile, le Congo est aujourd'hui exposé à des agressions violentes en milieu urbain et rural, notamment le grand banditisme qui sévit sur l'ensemble du territoire, au grand désarroi de la population.

« Face à cette situation, notre priorité sera d'assurer le bon ordre en rétablissant notamment la sûreté, la tranquillité publique, l'amour du bien commun, l'amour de la patrie et la protection des personnes et de

leurs biens. Autant de valeurs qu'il nous faudra assurer et ressusciter éventuellement et avec fermeté. Je le dis avec toute ma conviction, ces objectifs seront au cœur de notre action à la tête de ce ministère », a-t-il insisté.

Le nouveau ministre s'est engagé, par ailleurs, à travailler afin que le passeport cesse d'être perçu comme un document de luxe sous son magistère. « Chaque agent, à quelque niveau que ce soit, devra travailler; devra veiller à ce que son comportement soit en conformité avec les principes et les lois établies. Je n'oublie pas non plus le volet de la territorialité qui se révèle tout aussi important que celui de la sécurité intérieure. Il s'agit de la décentralisation qui symbolise l'expression vitale de notre dé-

mocratie. Nos Conseils départementaux et municipaux fonctionnent malheureusement en dents de scie. Ensemble, avec les présidents de ces institutions, nous allons nous asseoir autour d'une table pour rechercher les solutions idoines », a-t-il laissé entendre.

Passant le témoin à son successeur, le ministre sortant a indiqué que son passage à la tête de ce département hautement stratégique a permis de relever de nombreux défis, parmi lesquels le renforcement de la cohésion nationale, la consolidation de la paix civile, l'organisation des consultations électorales. Il y a eu également l'approfondissement du processus de décentralisation ainsi que la mise en œuvre progressive de la fonction publique territoriale.

« À vous monsieur le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, cher frère et collègue, je vous adresse mes sincères félicitations pour la confiance que le chef de l'État vient de placer une fois de plus en vous. Les missions qui vous attendent sont exigeantes mais elles sont aussi nobles. Je reste convaincu que votre expérience des hommes, votre engagement et votre sens de l'État vous permettront de relever avec succès les défis qui s'imposent. Ils vous permettront de poursuivre et d'amplifier les réformes engagées avec vigueur et détermination », a souhaité Raymond Zéphirin Mboulou.

Parfait Wilfried Douniama

## LE FIN MOT DU JOUR

## Faire corps

À l'échelle des nations, la concorde des enfants du pays est essentielle, malgré de nombreux défis à relever par les États. Elle ne résoudra pas d'un coup de baguette magique les problèmes divers auxquels les citoyens sont confrontés mais peut établir une chaîne de solidarité indispensable à la survie de la République.

Chacun observe à quel point, de nos jours, les relations internationales sont dans l'impasse. Cette nouvelle année l'a prouvé avec les développements de l'actualité dans la région des Caraïbes. Après le raid foudroyant des forces américaines sur Caracas, la capitale du Venezuela, puis l'enlèvement

de son président, Nicolas Maduro, l'Oncle Sam a frappé l'Iran en solidarité avec Israël et jure de lorgner vers Cuba. À ce jour, la tension au Proche-Orient reste palpable.

Les discours entendus dans le sillage de ces événements sont de nature à consumer les quelques espoirs de dialogue qu'autorisent jusqu'à présent les retrouvailles autour de la maison commune qu'est l'Organisation des Nations unies. Immuable mais pour combien de temps encore (?), ce bel instrument de discussion voit continuellement s'éroder la confiance de ses membres les plus puissants qui en composent le Conseil de sécurité mais

aussi de la grande famille constituée depuis le jour de sa création en 1945.

S'il n'y a plus de boussole pour guider les nations, si la diplomatie devient le parent pauvre des relations internationales, dans un tel contexte, le salut pour les peuples réside dans leur capacité à défendre les terres héritées de leurs aïeux. Ils doivent faire corps avec leurs dirigeants pour gagner la bataille de l'unité. Et Ces derniers sont tenus d'ériger leur leadership en vecteur de performance dans la gouvernance de leurs nations.

Par les temps qui courent, ne pas réfléchir à ces questions est suicidaire.

Gankama N'Siah

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

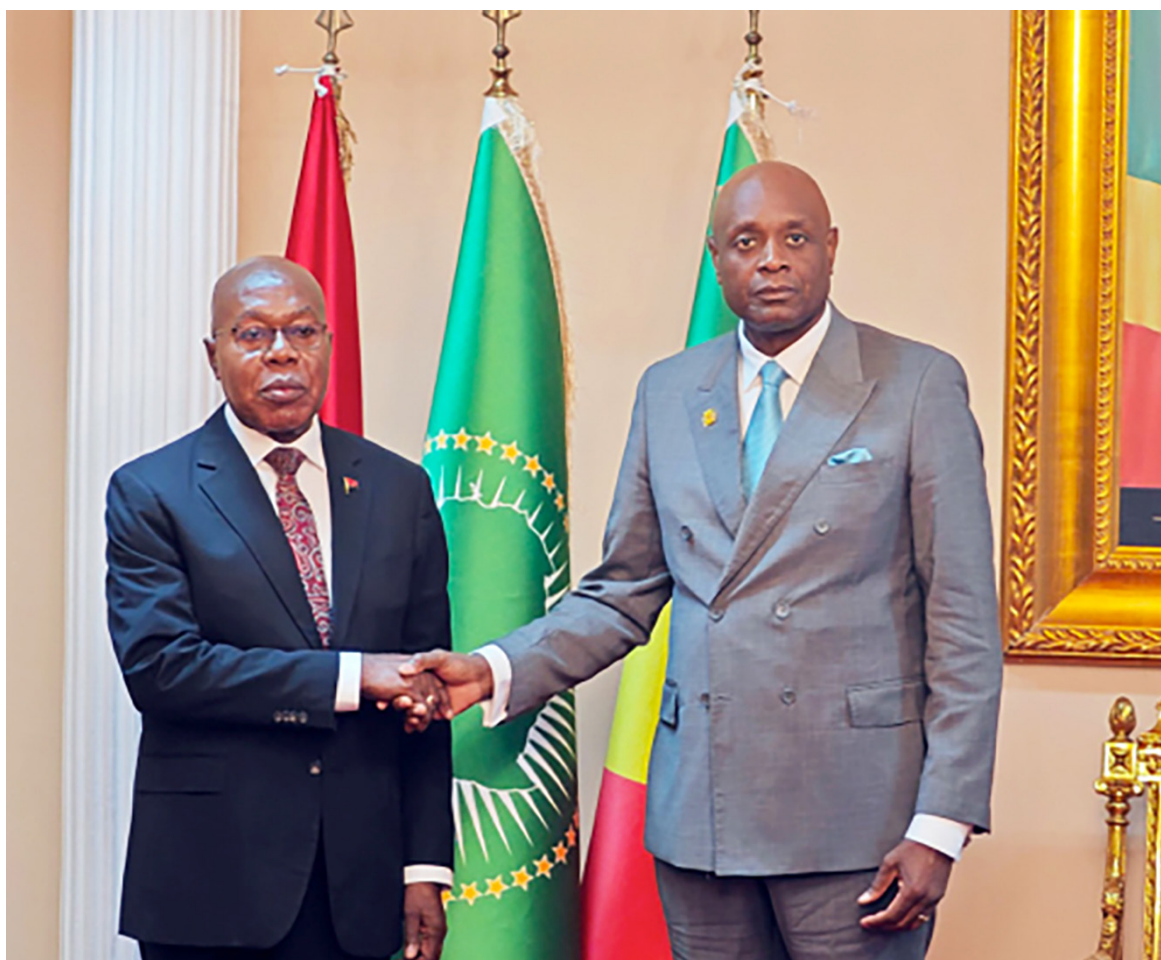
## Constant Serge Bounda entame ses fonctions par la réception de deux ambassadeurs

Fraîchement installé dans ses fonctions, le nouveau ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Constant Serge Bounda, honore la tradition diplomatique essentielle, à savoir la réception des copies figurées de lettres de créance. Le 6 mai à Brazzaville, il a reçu, à tour de rôle, les diplomates du Maroc et du Vatican pour leur début officiel près de la République du Congo.

Le ballet diplomatique s'est effectué juste après le premier Conseil des ministres de la nouvelle équipe gouvernementale du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso. Constant Serge Bounda a reçu les copies figurées des lettres de créance de l'ambassadrice désignée du Royaume du Maroc, Najoua El Berrak, et du Nonce apostolique du Saint-Siège, Mgr Relwendé Kisito Ouedraogo.

Njoua El Berrak est une diplomate chevronnée formée à l'université Mohamed V de Rabat. Elle a occupé plusieurs fonctions au sein du ministère marocain des Affaires étrangères, avant de servir notamment à Rennes, en France, en qualité de consul général. Lors de la rencontre, les échanges ont porté sur la redynamisation des relations entre le royaume du Maroc et la République du Congo.

Avec le prêtre burkinabe, nommé Nonce apostolique au Congo et au Gabon le 28 janvier dernier, il s'est agi, entre autres, de venir exprimer la ferme intention d'œuvrer au renforcement des relations entre le Saint-Siège et le Congo. Mgr Relwendé Kisito Ouedraogo dispose d'une solide forma-



Constant Serge Bounda lors de la réception de Vicente Muanda, ambassadeur d'Angola au Congo/Adiac

tion acquise à Rome, en Italie, et d'une expérience au croisement du pastoral et de l'administratif. Au cours de cette rencontre, plusieurs sujets ont été abordés, parmi lesquels la béatification du cardinal Émile Biayenda et la visite du pape au

Congo.

À travers cette double audience, Constant Serge Bounda a donné les signaux forts pour l'ancrage d'une diplomatie active, attentive au partenariat et résolument tournée vers le renforcement de la présence

de la République du Congo sur la scène internationale.

Le 7 mai, il a enchaîné avec la réception de l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Algérienne Démocratique et Populaire, Azeddine Riache, dans le cadre

d'une prise de contact. Une occasion pour les deux personnalités de passer en revue les relations d'amitié et de coopération qu'entretiennent les deux pays.

Vicente Muanda, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République d'Angola auprès de la République du Congo, en sa qualité de doyen du corps diplomatique, est également venu dans le cadre d'une prise de contact. Ce qui a permis de faire un tour d'horizon sur les relations entre la communauté diplomatique vivant au Congo et les autorités, ainsi que les différentes autres couches sociales de leur pays d'accueil.

Les premiers pas de Constant Serge Bounda dans la diplomatie à partir du ministère des Affaires étrangères s'inscrivent en appui des propos de son discours dès son installation, à savoir mobiliser l'ensemble de l'outil diplomatique, tant au niveau central qu'au sein des missions à l'étranger en rapport du cap fixé par le président de la République, à travers son projet de société « L'accélération de la marche vers le développement ».

Marie Alfred Ngoma

## TRIBUNE LIBRE

## Le crédit au Congo : utile en théorie, contraignant en pratique

Si le crédit existe au Congo, il fonctionne mal comme levier de développement. En effet, s'il sécurise les banques, il contraint fortement l'emprunteur. Beaucoup de personnes s'interrogent sur l'impact du crédit sur l'économie nationale. La question n'est pas de savoir si le crédit est utile ou pas, mais quels types de crédit et à quelles conditions.

### Le crédit au Congo : utile en théorie, contraignant en pratique

Le crédit est un élément stimulant du développement économique. Il peut stimuler la consommation: l'achat d'une voiture, d'un logement, ou d'un bien quelconque. Il peut stimuler l'investissement en fournissant de la trésorerie pour l'ouverture d'un commerce ou d'une petite et moyenne entreprise. Dans ces conditions, on peut dire que le crédit contribue à la croissance économique, mais dans les faits, au Congo la situation est

nuancée. Car l'accès au crédit est difficile, les coûts sont très élevés et les informations fournies très incomplètes, sans compter les durées de remboursement aléatoires et de très longues procédures.

### Le résultat de tout ceci, un faible impact sur l'économie réelle

L'autre problème qui peut être considéré comme un frein à l'accès au crédit est le manque de transparence initiale. En effet, au départ la banque annonce un taux, mais ne détaille pas clairement le coût total. Et puis apparaissent d'autres charges supplémentaires qui sont une assurance obligatoire, les charges du notaire, les frais de dossier, la domiciliation obligatoire du salaire, les frais de main levée payables aux impôts à la fin du remboursement total du crédit pour espérer pouvoir récupérer tranquillement votre titre foncier mis en garantie chez le notaire. C'est alors que vous découvrez le vrai coût de votre cré-

dit. Le cas de ce haut cadre que nous avons rencontré dans une banque qui manifestait son mécontentement de n'avoir pas été suffisamment renseigné sur les conditions d'accès et de remboursement d'un crédit de 30 000 000 FCFA pour l'achat d'une voiture qui, au final, lui aura coûté 45 000 000 FCFA après cinq ans de contrainte budgétaire.

Les banques congolaises ont élevé leur indice de fiabilité et de risque pour l'accès au crédit. Domiciliation de salaire obligatoire, stabilité professionnelle exigée, possession d'un titre foncier. Ces conditions peuvent apparaître exclusives pour les travailleurs indépendants, les jeunes et le secteur informel. Cela ne favorise pas l'inclusion financière qui est pourtant l'un des objectifs voulus par les pouvoirs publics.

Autres obstacles à l'accès au crédit, le coût global élevé. Ce coût comprend des intérêts élevés, des frais cumulés, les durées de remboursement

très courtes entre trois et cinq ans, même quand il s'agit d'un crédit habitat (Achat des terrains ou finition des travaux).

Il est vrai que le crédit est un instrument de stimulation de l'économie, mais dans notre pays, le Congo, il existe plusieurs facteurs qui rendent son accès difficile parmi lesquels on peut citer la lenteur et la complexité des procédures, des délais de validation centralisés, des procédures longues.

### Le crédit stimule-t-il vraiment l'économie ?

Au Congo, cet effet est limité comme solution, il faut réduire les procédures ou les rendre transparentes dès le départ (Coûts, taux d'intérêt, conditions d'intérêt), encourager les crédits productifs en accordant une attention particulière aux petites et moyennes entreprises et aux jeunes entrepreneurs.

Emmanuel Mbengué

## MINISTÈRE DU COMMERCE

## Jacqueline Lydia Mikolo exigeante sur la qualité du travail

Après le passage en revue des structures sous tutelle, le 5 mai à Brazzaville, la ministre du Commerce, des Approvisionnements, de la Consommation, chargée de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlécaf), Jacqueline Lydia Mikolo, a mis un accent aigu sur la performance des équipes et la qualité du travail à fournir au regard des défis à relever.

La ministre du Commerce, des Approvisionnements, de la Consommation, chargée de la Zlécaf s'est fait une idée des conditions de travail, des forces et faiblesses des structures sous tutelle. Il s'agit notamment des directions générales du commerce extérieur ; intérieur ; de la concurrence et de la répression des fraudes ; de l'autorité nationale de la concurrence. Pour réaliser les missions assignées au département ministériel dont elle a la charge, Jacqueline Lydia Mikolo a reconnu que la performance des équipes est importante. « Nous allons nous assurer que tout le monde est au travail, doté des outils permettant d'offrir un service public de qualité. Nous serons exi-



La ministre du Commerce faisant un état des lieux des structures sous tutelle / Adiac

geantes sur la qualité du travail à réaliser », a-t-elle fait savoir. Elle a précisé qu'elle va s'appuyer sur le travail abattu par son prédé-

cesseur, le ministre d'État, Alphonse Claude N'silou, en l'accélération conformément au programme « Accélérons la marche vers le dévelop-

pement ».

Attirant l'attention des cadres et agents des structures sous tutelle sur la lourde mission d'offrir aux

Congolais un service public de qualité, la ministre du Commerce, des Approvisionnements, de la Consommation, chargée de la Zlécaf a souligné : « Le projet de société du président de la République est exigeant dans le domaine qui est le nôtre avec des défis importants, à court terme, en matière de contrôle des prix, des importations et exportations, de la Zlécaf, entre autres ». Pour ce faire, une feuille de route de cent jours pouvant s'étendre jusqu'aux douze premiers mois sera définie. « Nous allons fixer les priorités », a précisé la ministre Jacqueline Lydia Mikolo en appelant l'ensemble des équipes à suivre le rythme du train déjà en marche.

Rominique Makaya

## MINISTÈRE DES HYDROCARBURES

## Bruno Jean Richard Itoua cède le témoin à Stev Simplicie Onanga

Après cinq années à la tête du ministère des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua a officiellement passé le relais, le 5 mai à Brazzaville, à l'entrant Stev Simplicie Onanga. Un bilan jugé encourageant pour le ministre sortant, tandis que de nombreux défis attendent le nouveau.

La cérémonie de passation de service entre le ministre sortant, Bruno Jean Richard Itoua, et son successeur, Stev Simplicie Onanga, s'est tenue selon les usages protocolaires, en présence des représentants de la présidence de la République et de la primature, ainsi que de nombreux cadres et proches. Ce moment solennel a consacré un changement à la tête d'un département stratégique chargé de mettre en œuvre la politique nationale dans les domaines des hydrocarbures liquides et gazeux.

Dans son allocution, le ministre sortant a dressé le bilan de ses cinq années d'exercice, qu'il qualifie de « passionnantes », marquées par des réformes structurantes et des défis majeurs. Il a notamment évoqué le redressement d'un secteur qu'il jugeait préoccupant à son arrivée, ainsi que les perspectives désormais favorables, portées par une augmentation attendue des investissements et de la production pétrolière. Celle-ci avoisine actuellement les 300 000 barils équivalent pétrole, avec des projections fixées à 500 000 à moyen terme, voire 700 000 à l'horizon 2030.

Bruno Jean Richard Itoua, re-

conduit au ministère de l'Énergie et l'Hydraulique, a également rendu hommage à ses collaborateurs, saluant particulièrement son successeur qu'il a présenté comme un professionnel expérimenté au parcours solide, aussi bien dans le public que dans le privé. Il s'est dit confiant quant à la capacité de Stev Simplicie Onanga à poursuivre la dynamique engagée, tout en appelant à la consolidation des acquis à travers la poursuite des réformes, des négociations et des investissements.

Le nouveau ministre hérite, en effet, d'un portefeuille dense et stratégique. Parmi les dossiers prioritaires figurent la finalisation du projet de Code gazier, le traitement des affaires liées à la Société congolaise de comptage et de contrôle, ainsi que plusieurs projets d'infrastructures et de coopération, notamment la route Pointe-Noire-Djeno et l'approvisionnement en gaz avec des partenaires internationaux. À cela s'ajoutent des projets structurants tels que la création des directions départementales des hydrocarbures, la construction d'infrastructures à Pointe-Noire, ou encore la mise en œuvre de programmes sociaux en partenariat avec



Lors du passage de témoin entre l'entrant et le sortant / Adiac

des opérateurs comme ENI. Le règlement des engagements internationaux, précisément vis-à-vis de l'Opep et de l'Organisation des producteurs de pétrole africains, ainsi que la gestion des problématiques liées au terminal de Djeno et aux droits

à huile, figurent également parmi les chantiers attendus. Par ailleurs, Stev Simplicie Onanga devra accélérer les négociations en cours autour de plusieurs projets pétroliers majeurs, notamment avec Wing Wah, Trident Energy, TEP

Congo et Mercuria, tout en assurant le suivi de dossiers techniques et financiers sensibles. Enfin, le dialogue social reste un enjeu important, avec des relations à entretenir avec les partenaires syndicaux du secteur.

Fiacre Kombo

## IVE SOMMET DU FORUM INDE-AFRIQUE

## Renouveler un Partenariat Transformateur

Lorsque les dirigeants de toute l'Afrique se réuniront à New Delhi fin mai 2026, l'atmosphère sera bien plus que le simple respect du protocole. Le IVe Sommet du Forum Inde-Afrique (IAFS-IV), qui fait son retour après une pause de dix ans, est appelé à devenir un jalon dans le parcours commun de deux régions liées par l'histoire, la solidarité et l'aspiration à un avenir meilleur.

Ce Sommet, qui se tiendra du 28 au 31 mai, n'est pas simplement un nouvel engagement diplomatique. Il constitue un renouvellement de vision – une revitalisation de liens qui se sont consolidés au fil des décennies et qui sont désormais prêts à relever les défis d'un monde en rapide mutation. La participation du président Denis Sassou N'Gesso de la République du Congo souligne l'importance que Brazzaville accorde à ce partenariat, tandis que la présence de la Commission de l'Union Africaine et des communautés économiques régionales met en évidence la détermination collective du continent.

**Évaluation Institutionnelle**

Le Sommet du Forum Inde-Afrique a vu le jour en 2008, lorsque New Delhi a accueilli la première édition. Addis-Abeba a pris le relais en 2011, puis New Delhi à nouveau en 2015. Chaque rencontre a renforcé la confiance, la coopération et les ambitions communes.

Ce qui a commencé comme un dialogue s'est depuis transformé en un cadre institutionnel solide. Le processus du Forum Inde-Afrique est axé sur la demande et consultatif, garantissant ainsi que les priorités de l'Afrique restent au cœur des préoccupations. Au fil des ans, il s'est étendu au-delà de la coopération au développement traditionnelle pour englober le commerce, l'investissement, le transfert de technologies, la santé, l'éducation, la défense et les échanges culturels. Des lignes de crédit, des subventions et des programmes de formation ont renforcé les institutions à travers l'Afrique. Le principe directeur est clair : le développement de l'Afrique doit rester au cœur du partenariat.

**Un Contexte Mondial en Mutation et une Pertinence Renouvelée**

Le moment choisi pour l'IAFS-IV ne pourrait être plus opportun. L'Afrique est aujourd'hui l'une des régions du monde qui connaît la croissance la plus rapide, portée par sa population jeune et l'expansion de ses marchés de consommation. L'intégration régionale dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine est en train de redessiner le paysage économique du continent.

L'Inde, quant à elle, s'est imposée comme une puissance mondiale dans les domaines de la technologie et de l'innovation. Des plateformes numériques aux produits pharmaceutiques, en passant par les énergies renouvelables et les infrastructures, les capacités de l'Inde s'alignent parfaitement sur les aspirations de l'Afrique.

Dans un monde marqué par les défis climatiques, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et l'évolution de la géopolitique, les partenariats fondés sur la confiance et l'égalité sont plus essentiels que jamais. La relation Inde-Afrique, ancrée dans des expériences historiques communes, s'impose comme un modèle de coopération Sud-Sud : résiliente, adaptative et tournée vers l'avenir.

**Thème et Symbolisme du Sommet**

Le quatrième sommet se tiendra sous le

thème : « IASPIRIT : Partenariat Stratégique Inde-Afrique pour l'Innovation, la Résilience et la Transformation Inclusive ».

Ce thème résume l'essence même du partenariat Inde-Afrique en pleine évolution. Il reflète un engagement en faveur d'une croissance fondée sur l'innovation, d'une résilience face aux défis mondiaux et d'une transformation inclusive qui profite à tous les segments de la société.

Le logo officiel, le thème et le site web de l'IAFS-IV ([www.iafs2026.in](http://www.iafs2026.in)) ont été dévoilés le 23 avril 2026 par le ministre des Affaires étrangères à New Delhi. L'identité visuelle du sommet symbolise l'unité, la croissance et un destin commun. Elle reflète l'interdépendance entre l'Inde et l'Afrique ainsi que leur aspiration collective au développement durable et à la prospérité.

**Un Programme Soigneusement Structuré**

Le programme du sommet est conçu pour garantir un engagement constructif :

- 28 Mai : Réunion des Hauts Fonctionnaires pour délibérer sur les domaines de coopération.
- 29 Mai : Réunion des Ministres Des Affaires Etrangères pour examiner les progrès accomplis et fournir des orientations.
- 30 Mai : Arrivée des Chefs d'État Et De Gouvernement.
- 31 Mai : Sommet Plénier, adoption de la Déclaration et des documents finaux.

Des événements parallèles, tels que l'Exposition sur le partenariat de développement Inde-Afrique et l'Exposition commerciale Inde-Afrique, présenteront des projets, des opportunités d'investissement et des innovations. Des réunions bilatérales permettront d'aborder les priorités spécifiques à chaque pays.

**L'Approche de l'Inde envers l'Afrique : Un Partenariat Fondé sur des Principes**

L'engagement de l'Inde envers l'Afrique est guidé par un ensemble de principes clairement définis qui mettent l'accent sur le respect, l'égalité et les bénéfices mutuels. Ces principes ont été énoncés par le Premier Ministre de l'Inde lors de son discours devant le Parlement de Uganda en 2018, au cours duquel il a présenté les dix principes directeurs de la politique africaine de l'Inde. Au cœur de cette approche se trouve la conviction que le développement de l'Afrique constitue une priorité pour l'Inde. La coopération repose sur un engagement non prescriptif, le respect de la souveraineté, la transparence dans la mise en œuvre ainsi que l'alignement sur les besoins et les priorités locales. Cela distingue le modèle de partenariat au développement de l'Inde comme étant un modèle collaboratif plutôt que conditionnel.

La coopération au développement de l'Inde avec l'Afrique est fondée sur la demande et met l'accent sur le renforcement des capacités, le développement des ressources humaines, la création d'infrastructures et le transfert de technologies. Elle reflète un engagement à long terme visant à renforcer l'autonomie et le développement durable

des pays partenaires.

**Coopération Au Développement Et Renforcement Des Capacités**

Les initiatives de l'Inde ont eu un impact concret sur les populations à travers l'Afrique.

- Le Projet De Réseau Electronique Panafricain (Pan-African e-Network Project) a permis de surmonter les barrières géographiques grâce à la télé-éducation et à la télémédecine.
- Les Bourses ITEC et ICCR ont permis à des milliers de professionnels et d'étudiants africains de suivre des formations en Inde.
- Les lignes de Crédit et les aides sous forme de subventions ont soutenu des projets dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de la gouvernance et des infrastructures.

Ces efforts ont contribué à former des ressources humaines qualifiées et à renforcer les institutions, jetant ainsi les bases d'un développement durable.

**Engagement Economique Et Relations Commerciales**

L'Inde figure désormais parmi les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique. Le commerce Bilatéral couvre les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, des produits pharmaceutiques, des biens d'ingénierie, de l'automobile et des services. Les entreprises indiennes ont investi dans les télécommunications, l'industrie manufacturière, les infrastructures et le commerce de détail, contribuant à la création d'emplois et à la diversification des économies. Des organisations professionnelles telles que CII, FICCI, ASSOCHAM et PHD Chamber ont joué un rôle essentiel dans la facilitation des échanges entre entreprises.

**Pleins Feux sur le Congo**

Les relations entre l'Inde et la République du Congo témoignent de la solidité de ce partenariat.

- Les échanges bilatéraux ont atteint 548,58 millions de dollars américains au cours de l'exercice 2024-2025, l'Inde exportant du riz, des céréales, des produits pharmaceutiques et des véhicules, tandis qu'elle importait des produits pétroliers.
- Les entreprises indiennes ont contribué au développement du secteur numérique et des services au Congo, ainsi qu'aux secteurs de la distribution et de l'électronique.
- La coopération au développement comprend des lignes de crédit pour des projets d'infrastructure, notamment une cimenterie d'une capacité de 600 tonnes par jour, ainsi que de l'aide humanitaire.
- Le renforcement des capacités a permis à des professionnels congolais de bénéficier de formations en matière de gouvernance, de sécurité maritime et d'administration publique.
- Les liens culturels sont symbolisés par le baptême de la rue Mahatma Gandhi Marg à Brazzaville (octobre 2023), un hommage aux valeurs communes de paix et de non-violence.

**Dialogue Commercial : Ouvrir la Voie à de Nouvelles Opportunités**

En marge de l'IAFS-IV, le Dialogue commercial et le Salon Inde-Afrique se tiendront au Bharat Mandapam, à New Delhi (du 29 au 31 mai 2026). Organisé par le CII en collaboration avec les principaux organismes industriels et le gouvernement indien, cet événement réunira des décideurs politiques, des entrepreneurs et des investisseurs.

L'accent sera mis sur les infrastructures, les énergies renouvelables, l'économie numérique, l'agriculture, la santé, l'industrie manufacturière et la logistique. Cette initiative devrait permettre d'approfondir les liens commerciaux et de créer de nouvelles voies pour une coopération durable.

Cette initiative devrait permettre d'approfondir encore les liens commerciaux et d'ouvrir de nouvelles voies pour une coopération économique durable et mutuellement bénéfique entre l'Inde et l'Afrique.

Lien d'inscription : <https://cam.mycii.in/ORNw/Registration.html?EventId=E000074489&PT=1>

Site web : <https://iab2026.in/>

**Perspectives d'Avenir : Une Vision Commune**

Le quatrième Forum Sommet Inde-Afrique (IAFS-IV) intervient à un moment où les partenariats mondiaux sont en pleine redéfinition. Les relations Inde-Afrique se distinguent comme un modèle de coopération équitable et inclusive, fondé sur une histoire et des aspirations communes.

Le Sommet réaffirmera l'engagement en faveur de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine ainsi que de la vision indienne de « Viksit Bharat 2047 », en harmonisant les stratégies en faveur d'une croissance durable. Les résultats concrets comprendront l'amélioration des infrastructures, le renforcement de la connectivité, le développement des capacités et la collaboration technologique, apportant ainsi des bénéfices tangibles aux citoyens.

**Conclusion : Un Jalon Dans Notre Histoire Commune**

Le quatrième sommet du Forum Inde-Afrique représente bien plus qu'une simple rencontre diplomatique. Il s'agit d'une réaffirmation d'un partenariat transformateur qui ne cesse d'évoluer avec le temps. Il reflète la détermination collective de l'Inde et de l'Afrique à bâtir un avenir placé sous le signe de la prospérité, de la résilience et du progrès partagé.

En réunissant des dirigeants, des institutions, des entreprises et des citoyens, l'IAFS-IV renforcera les fondements des relations Inde-Afrique et ouvrira de nouvelles perspectives de coopération. Il réaffirmera que ce partenariat est non seulement durable, mais également dynamique, adaptable et tourné vers l'avenir.

Alors que l'Inde et l'Afrique avancent ensemble, le IAFS-IV s'imposera comme un moment marquant de leur parcours commun – un moment qui renouvelle la confiance, élargit les opportunités et contribue à la construction d'un ordre mondial plus inclusif et durable.

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## Accroître l'investissement dans le capital humain

Déroulant la feuille de route du secteur de l'enseignement supérieur, le 8 mai à Brazzaville, la ministre Delphine Édith Emmanuel s'est focalisée sur la deuxième action prioritaire du projet de société du président de la République qui repose sur la formation du capital humain.

« La mobilisation des moyens humains, financiers et matériels s'impose », a déclaré la ministre de l'Enseignement supérieur, le Pr Delphine Édith Emmanuel, lors de la présentation la feuille de route aux présidents des universités, syndicats et responsables des établissements privés de ce sous-secteur de l'éducation.

La déclaration s'appuie sur le projet de société du président de la République qui appelle à accroître l'investissement dans le capital humain. Un des défis que l'ensemble des acteurs de l'enseignement supérieur est appelé à relever pour les cinq prochaines années. « Il s'agit de mobiliser non seulement les moyens financiers nationaux mais aussi les fonds de concours octroyés par les partenaires techniques et financiers. Nous invitons les établissements congolais d'enseignement supérieur à instituer des organes chargés de la mobilisation des fonds dont l'action contribuera à soutenir et à améliorer les finances des universités », a indiqué la ministre.

Les défis sont aussi juridiques. Le Pr Delphine Édith Emmanuel a reconnu que certains textes relatifs à la politique de l'enseignement supérieur et à l'organisation et au fonctionnement des universités sont devenus caducs. Il est donc question de les élaborer et de les actualiser.

La poursuite de la digitalisation du système de l'enseignement supérieur, l'opérationnalisation de l'Agence nationale de l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur et la mise en place ses cellules internes aux établissements allongent la liste des actions contenues dans la feuille de route.



La ministre de l'Enseignement supérieur échangeant avec des universitaires après avoir défini la feuille de route / Adiac

## Cinq attributions

Sur les attributions du département ministériel dont elle a la charge, la ministre de l'Enseignement supérieur a évoqué la définition et la mise en œuvre de la politique nationale du sous-secteur, de la formation universitaire et de la recherche académique ; l'organisation et la supervision des universités publiques, des grandes écoles et des instituts supérieurs de l'État.

Aussi, la délivrance des accréditations aux établissements d'enseignement supérieur privés en veillant au respect des normes académiques ; la coordination de l'adéquation entre les formations

universitaires dispensées et les besoins du marché ; la promotion de l'excellence académique, la mobilité estudiantine internationale et les partenariats avec les institutions étrangères.

« Nous veillerons de façon générale au fonctionnement régulier des organes de gouvernance, à l'adoption de plans stratégiques et de manuels de procédure car la navigation des universités publiques et privées ne saurait se faire à vue, mais plutôt selon une planification rigoureuse, une répartition des rôles et un suivi précis », a conclu la ministre de l'Enseignement supérieur.

Rominique Makaya

## ÉDUCATION

## Des enseignants en formation initiale à l'Enfice

La ministre de l'Enseignement supérieur, le Pr Delphine Édith Emmanuel, a lancé l'année académique de l'École nationale de formation initiale et continue des enseignants (Enfice) à Mouyondzi, dans le département de la Bouenza.

Cent jeunes apprenants admis au concours, qui constituent la toute première cohorte, y passeront trois ans d'études avec un programme fait des cours, stages et évaluations. Le premier semestre est consacré aux fondamentaux et au tronc commun, tandis que le second sur la didactique et la mise en situation professionnelle. « Le lancement de l'année académique marque le lancement de la formation initiale des enseignants », a indiqué la ministre de l'Enseignement supérieur. Elle a assuré, par ailleurs, les enseignants en formation de l'engagement de de l'État à les accompagner.

Il convient d'indiquer que l'Enfice reçoit cette première cohorte d'enseignants pour la formation initiale qui a été inaugurée le 25 mai 2022 par l'épouse du chef de l'État, Antoinette Sassou N'Guesso. Cet établissement est érigé à l'emplacement de l'ancienne École normale des institutrices, construite en 1942, pendant la Deuxième Guerre mondiale comme prison, pour accueillir les partisans du maréchal Pétain qui avaient pactisé avec les nazis. C'est à la fin des hostilités que ces lieux deviendront École normale de l'Afrique équatoriale française et, par la suite, l'École normale des jeunes filles. En 1978, sur ses cendres, est né le lycée de Mouyondzi.

R.M.

## CONTRÔLE D'ÉTAT

## Le ministre Noël Léonard Essongo insiste sur l'obligation des résultats

« Nous avons l'obligation des résultats pour bénéficier de la confiance qui nous a été faite », a souligné le ministre du Contrôle d'État, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs, Noël Léonard Essongo, dans sa communication à l'endroit des directeurs généraux et centraux du département ministériel dont il a la charge.

Le ministre du Contrôle d'État, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs, Noël Léonard Essongo, inscrit son action dans la continuité du travail amorcé par son prédécesseur. « Vous êtes des cadres, vous avez fait des preuves et, cela ne va pas s'arrêter au moment où j'arrive. Nous continuons ensemble », a-t-il fait savoir dans son adresse.

Avec insistance, le ministre Noël Léonard Essongo a évoqué « l'obligation des résultats » pour la lourde mission qui lui a été confiée à la tête du ministère Contrôle d'État, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs.



Il s'est décrit comme un artisan du travail bien fait. « Je suis cet homme-là qui, lorsque j'ai reçu une mission, je ne repars vers le chef que lorsque je l'ai terminée, pour lui

dire : mission accomplie », a-t-il expliqué.

Dans ses attributions, le ministre Noël Léonard Essongo exerce le contrôle de la légalité et de la régularité des actes des administrations publiques ; évalue la performance, l'efficacité et la qualité des services rendus par l'administration publique, conçoit et coordonne les programmes nationaux de lutte contre la corruption, les détournements et toutes formes d'antivaleurs dans l'administration ; diligente les inspections et audits administratifs inopinés dans les services de l'État sur l'ensemble du territoire ; formule des recommandations au gouvernement pour l'amélioration de la gouvernance et de la redevabilité publique.

R.M.

## AFFAIRES SOCIALES

## La ministre au contact des humanitaires

La ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Lydie Pongault, a rencontré les points focaux de l'action humanitaire, le 8 mai à Brazzaville. Une prise de contact après sa nomination, il y a quelques jours, pour se faire une idée de l'ensemble des acteurs impliqués dans la coordination et la réponse humanitaires.



La ministre Lydie Pongault et les points focaux / Adiac

En effet, il n'y a pas que les cadres et agents du ministère en charge de l'Action humanitaire qui agissent en la matière. Les points focaux viennent de quinze ministères, des agences du système des Nations unies et des organisations non gouvernementales.

La ministre les a félicités pour leur contribution active dans la réponse humanitaire face aux catastrophes qu'a connu le pays. Elle a promis, par ailleurs, de poursuivre l'œuvre amorcée par ses prédécesseurs.

Au cours d'une prochaine rencontre avec les points focaux, la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire définira la feuille de route en vue d'améliorer la qualité de la réponse humanitaire.

R.M.

## CONGO

# Accélération de la marche: sont-ils tous prêts?

Digitalisation des régies financières, lancement sans délai de la réhabilitation du CFCO (Chemin de fer Congo-Océan), désenclavement de l'arrière-pays à travers la réalisation des routes d'intégration régionale dans la Sangha, la Likouala et le Niari. À en croire ces instructions « urgentes » du président de la République relayées dans le compte-rendu du tout premier conseil des ministres tenu le 6 mai dernier, le signal est donné pour « l'accélération de la marche vers le développement ». Avec qui ?

Élu à une écrasante majorité des voix au terme de l'élection des 12 et 15 mars, le président Denis Sassou N'Gusso a prêté serment le 16 avril, lors d'une cérémonie grandiose au stade de la Concorde de Kintele au nord de Brazzaville. Le 19 avril, le chef de l'État a renouvelé sa confiance à Anatole Collinet Makosso, son Premier ministre depuis le 12 mai 2021. Et tout de suite mis en place la nouvelle équipe gouvernementale rendue publique, le 24 avril, par son directeur de cabinet, le ministre d'État Florent Ntsiba, reconduit dans la prestigieuse fonction qu'il exerce depuis le 22 août 2017.

La liste publiée au soir du 24 avril est-elle trop longue ? Les Congolais se sont posé la question aussitôt sa publication. Pas pour rien. C'est en effet la première fois que sont alignés 41 noms de ministres dans une équipe gouvernementale et l'on pourrait avancer le chiffre de 42 si l'on compte le premier d'entre eux. Comme quoi « à charges lourdes, suffisamment de bras ! ».

Mais qui sont-ils ces heureux « élus » et qu'ont-ils en tête au moment de leur entrée en fonction au regard de l'engagement présidentiel d'accélérer, dans les cinq prochaines années, la marche du Congo vers le développement ? Entre une lecture à tête reposée mais brève des parcours des uns et des autres et une mise en perspective de propos recueillis au cours de la vingtaine de cérémonies de remise et reprise, la tentation d'y voir un peu plus clair est grande mais non exhaustive. Décryptage.

## Anatole Collinet Makosso : confiance réitérée



Le président de la République n'a pas changé de Premier ministre à l'entame de son nouveau mandat qui court jusqu'en 2031. Peut-être que la décision de garder Anatole Collinet Makosso avait été prise à l'avance, sous nos yeux, quand on pense à sa désignation en qualité de directeur de campagne adjoint du candidat de la Majorité présidentielle, tout juste derrière le Secrétaire général du PCT (Parti congolais du travail), Pierre Moussa. Entretemps, les langues s'étaient déliées pour lui trouver un remplaçant et les noms avaient circulé. L'intéressé n'a pas

manqué de retourner la boutade à ses détracteurs qui lui opposaient la complainte « Mokolo tonga » de Franco Luambo Makiadi. ACM reprend sa place et en sait gré au chef de l'État pour cette confiance renouvelée. Marcher plus vite que d'ordinaire, telle est la mission qui commence pour lui et son gouvernement.

## Jean-Jacques Bouya : un cran au-dessus



Nommé Vice-Premier ministre, Jean-Jacques Bouya voit ses responsabilités étoffées. Surtout il reste dans le domaine des grands travaux et devra avoir en tête de poursuivre sa mission en apportant des correctifs nécessaires là où il le faut. Les Congolais, il le sait, jugent sur pièce la qualité des multiples infrastructures de base dont le pays se dote à bon rythme depuis les dernières décennies qui lui assurent une solide base de développement.

## Pierre Oba : de grands dossiers politiques



En héritant du ministère d'État à la présidence de la République chargé des affaires politiques, l'ancien ministre de l'Intérieur, puis des Mines et de la géologie a la réputation de ne pas être un novice en politique. Dans un Congo en perpétuelle quête de dialogue et d'apaisement, la fonction qui échoit à Pierre Oba auprès du chef de l'État en fait un interlocuteur des acteurs du domaine, qu'ils soient de l'opposition ou de la majorité, de la société civile ou des institutions publiques. Il ne chômera pas.

## Alphonse-Claude Nsilou : dans son élément



Architecte de formation, le ministre d'État Alphonse-Claude Nsilou regagne la maison en quelque sorte. Il avait en effet occupé la même fonction par le passé et serait heureux de disposer des moyens qu'il faut pour « accélérer la marche vers le développement » dans son secteur de compétence. La construction, l'urbanisme et l'habitat demeurent pour tout dire un des volets sur lesquels les Congolais fondent l'espoir de voir leurs cités urbaines devenir des lieux où il fait bon vivre.

## Pierre Mabiala : sera-t-il toujours en blouse orange ?



L'ancien ministre du « Foncier », dont l'image d'Épinal reste, tout en organe, son chapeau à large bord sur la tête et sa longue blouse, a annoncé la couleur dès sa prise de fonction en tant que ministre d'État, du travail et du dialogue social : « J'ai laissé la blouse orange mais vous me verrez mettre en œuvre, d'une manière rigoureuse la gouvernance de l'éthique à l'endroit des agents civils de l'État ».

Si, hier, les « récalcitrantes » occupations anarchiques du domaine public l'ont maintenu sur le terrain de la régalienneté et nécessaire coercition, celles émanant des agents de l'État, selon qu'ils soient lésés ou promus et en droit de revendiquer leur dû ne l'éloigneront pas de la parole. Normal, il est en plus chargé du dialogue social.

## Raymond Zéphirin Mboulou : en treillis !



À la tête du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation pendant une dizaine d'années, le ministre Raymond Zéphirin Mboulou n'a pas quitté les arcanes de la Force publique. S'il n'a plus en main la gestion quotidienne de l'administration territoriale ainsi que des unités de la police, de la gendarmerie et des forces de sécurité désormais confiées à Jean Olessongo Ondaye, sa présence à la Défense nationale le destine, dans certains domaines encadrés par les textes de leurs départements respectifs, à une étroite collaboration.

## Jean Olessongo Ondaye : des « allergies » au désordre



Ancien aide de camp du Président de la République puis Commandant de la Zone de défense numéro 1 Pointe-Noire pendant longtemps, le nouveau ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Jean Olessongo Ondaye a marqué les esprits lors de sa prise de fonction. En particulier lorsqu'en invoquant son rejet du laisser-aller dans l'accomplissement du devoir, il a indiqué à plusieurs reprises être « allergique » à tout ce qui s'apparente à l'indiscipline, à la désobéissance, etc. Les Congolais l'attendent sur la simplification des circuits d'obtention du passeport, sur la sécurisation des personnes et des biens, sur l'ordre public qui inclut aussi la fin des nuisances sonores. Oui, elles peuvent être un problème pour la tranquillité publique.

**Jean-Claude Gakosso : la culture comme destinée**

Après un détour de dix années en



diplomatie, porte vers laquelle tout pays qui se respecte regarde vers l'extérieur et tisse des amitiés solides avec les puissances étrangères et amies, Jean-

Claude Gakosso retrouve la Culture. Qui parle culture parle patrimoine national et industrie culturelle, source de revenu pour le pays. Dans le projet de société du président Denis Sassou N'Gusso, les ambitions sont grandes dans ce domaine. Citons la mise en valeur des structures existantes et l'achèvement de l'emblématique mémorial de Loango. De beaux témoignages sont attendus, le tout-premier étant la promesse de Jean-Claude Gakosso de mettre en confiance le jeune ministre délégué **Prince Bertrand Bahamboula**, chargé à ses côtés de la promotion de l'Industrie touristique.

**Hugues Ngouélondélé : sortir le sport de la zone de turbulence**

Le ministre Hugues Ngouélondélé est



secondé par un ministre délégué en la personne de **Prince Michrist Kaba**



**Mboko.** En charge de la Jeunesse et de l'éducation civique, ce dernier était récemment à la tête du Conseil consultatif de la jeunesse. Le 4 mars 2024, il avait à ce titre remis au président Denis Sassou N'Gusso les conclusions de l'assemblée générale de son organisation sur les attentes de cette couche de la population dont il fait partie. L'heure a sonné pour lui de faire ses preuves.

En revanche, le très sensible secteur sportif doté de nombreuses fédérations et d'installations à valoriser revient au ministre titulaire. Un climat relativement tendu a marqué ce secteur ces dernières années, en particulier au football. Le propos du président de la République lors de son discours d'investiture, le 16 avril, est de nature à combattre le défaitisme : « La revitalisation des sports et des loisirs... j'y veillerai personnellement », avait-il martelé. Hugues Ngouélondélé en a pris acte.

**Constant Serge Bounda : promotion !**

De son poste d'ambassadeur au Mozambique incluant Madagascar, l'île Maurice, les Seychelles, l'Union des Comores et le Malawi, Constant Serge Bounda a gravi la haute marche de la diplomatie congolaise en devenant le ministre des Affaires étrangères de la francophonie et des Congolais de l'étranger. Ses fonctions antérieures auprès des instances internationales illustres (Fonds des Nations unies pour la population-FNUAP et Programme des Nations unies pour l'environnement-PNUE) font du nouveau chef de la diplomatie congolaise un homme qui croit au rayonnement de son pays à l'extérieur. Il tient à « mobiliser l'ensemble de l'outil diplomatique du Congo : administration centrale et missions diplomatiques à l'étranger » pour assurer le succès de la mission que lui a confié le président de la République, déclarait-il à l'issue de la passation de service. Le travail ne fait que commencer.

À suivre...

*Gankama N'Siah*

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE****COMMUNIQUE DE PRESSE  
Avis de convocation**

Messieurs les Actionnaires sont convoqués à la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire le **Vendredi 08 Mai 2026** à Brazzaville. Cette Assemblée se tiendra au siège social d'AMC Assurances à partir de **10h00**.

L'ordre du jour est le suivant :

- ▶ Lecture du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société au cours de l'exercice clos le **31 décembre 2025** et du rapport du commissaire aux comptes sur les états financiers de synthèse de cet exercice, approbation desdits états financiers et quitus aux Administrateurs ;
- ▶ Affectation du résultat de l'exercice clos le **31 décembre 2025** ;
- ▶ Fixation de l'enveloppe globale de rémunération des Administrateurs ;
- ▶ Texte des résolutions à soumettre à l'Assemblée Générale ;
- ▶ Pouvoirs pour formalités.

Fait à Brazzaville, le 24 Avril 2026

contact@amc-assurances.com  
www.amc-assurances.com



Service Client :

**1020**

SUIVEZ-NOUS





Banque  
Congolaise de  
l'Habitat

## TERMES DE REFERENCES (TDR) RECRUTEMENT D'UN CABINET D'AUDIT ET DE CONSEIL POUR L'ACCOMPAGNEMENT À LA CERTIFICATION ISO 27001 ET PCI-DSS

### 1. Contexte et justification

La Banque Congolaise de l'Habitat (BCH), Société Anonyme au capital social de 30,3M avec Conseil d'Administration, dont le Siège social est sis à Brazzaville, avenue Amilcar Cabral, immatriculée au RCCM sous le numéro 07-B-744, a été créée en novembre 2007 suivant l'arrêté N°982/MEFB-CAB du 09 mai 2008 et ouvert au public en septembre 2008.

Dans l'intérêt de structurer sa sécurité dans son ensemble, en renforçant particulièrement la confiance, la réputation, la conformité réglementaire, l'amélioration continue ainsi que les exigences techniques en matière d'infrastructure monétaire, la BCH envisage de lancer un processus de mise en conformité et l'obtention des certifications selon les normes internationales ISO 27001 (Système de Management de la Sécurité de l'Information - SMSI) et PCI-DSS (Payment Card Industry Data Security Standard).

Cette nécessité stratégique devrait permettre à la BCH de s'aligner sur les standards internationaux et de renforcer sa gouvernance globale de l'information et la sécurité spécifique des transactions monétaires.

La mise en œuvre de ces normes nécessite une approche structurée impliquant des changements organisationnels, techniques et documentaires. Pour garantir la réussite de ce projet stratégique, la Banque souhaite recruter un cabinet spécialisé chargé de l'accompagner dans la préparation et l'obtention des certifications liées ces deux normes.

### 2. Objectif général de la mission

L'objectif général de la mission est d'accompagner la Banque dans la mise en place d'un Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI) conforme à la norme ISO 27001 et dans la mise en conformité de ses infrastructures et processus aux exigences de la norme PCI-DSS, en vue de l'obtention des certifications correspondantes.

### 3. Objectifs spécifiques

La mission du cabinet devra permettre notamment de :

- Réaliser un diagnostic complet de l'existant ;
- Identifier les écarts entre les pratiques actuelles de la Banque et les exigences des normes ISO 27001 et PCI-DSS ;
- Élaborer une feuille de route détaillée pour la mise en conformité ;
- Mettre en place un Système de Management de la Sécurité de l'Information ;
- Élaborer et formaliser l'ensemble de la documentation exigée par les normes ;
- Renforcer les dispositifs de gestion des risques liés à la sécurité de l'information ;
- Former et sensibiliser les collaborateurs de la Banque ;
- Réaliser des audits internes de conformité ;
- Préparer la Banque aux audits de certification.

### 4. Portée de la mission

La mission couvrira l'ensemble des activités, processus et infrastructures entrant dans le périmètre de certification défini par la Banque.

Elle inclura notamment :

- Les systèmes d'information ;
- Les infrastructures informatiques ;
- Les processus métiers critiques ;
- Les systèmes de traitement des transactions par cartes ;
- Les dispositifs de sécurité logique et physique ;

• Les procédures opérationnelles et organisationnelles.

### 5. Description détaillée des prestations

Le cabinet retenu devra réaliser les activités suivantes :

#### 5.1. Diagnostic initial (Gap Analysis)

Le cabinet procédera à une analyse approfondie de la situation actuelle de la Banque afin d'identifier les écarts par rapport aux exigences des normes ISO 27001 et PCI-DSS.

Cette phase inclura :

- l'analyse documentaire ;
- les entretiens avec les responsables métiers et informatiques ;
- l'évaluation des dispositifs de sécurité existants.

Un rapport de diagnostic détaillé devra être produit.

#### 5.2. Mise en place du SMSI

Le cabinet assistera la Banque dans la conception et la mise en œuvre du SMSI comprenant notamment :

- la validation / recadrage du périmètre du SMSI ;
- l'identification des actifs informationnels ;
- l'analyse et le traitement des risques ;
- la définition des politiques et procédures de sécurité.

#### 5.3. Mise en conformité PCI-DSS

Le cabinet accompagnera la Banque dans :

- l'identification du périmètre des données cartes ;
- l'analyse des flux de données ;
- la sécurisation des systèmes manipulant les données cartes ;
- la mise en œuvre des contrôles requis par PCI-DSS.

#### 5.4. Élaboration de la documentation

Le cabinet devra accompagner la Banque dans l'élaboration des documents suivants :

- Politique de sécurité de l'information ;
- Politique de gestion des accès ;
- Procédures de gestion des incidents ;
- Plan de continuité d'activité ;
- Plan de reprise informatique ;
- Politique de gestion des risques ;
- Procédures de gestion des actifs.

#### 5.5. Formation et sensibilisation

Le cabinet devra organiser des sessions de formation et de sensibilisation à destination :

- du comité de pilotage ;
- des équipes informatiques ;
- des responsables métiers ;
- de l'ensemble du personnel.

#### 5.6. Audits internes

Le cabinet réalisera des audits internes de conformité afin de :

- S'assurer de la mise en œuvre des exigences ;
- identifier les non-conformités ;
- proposer des actions correctives.

#### 5.7. Préparation à la certification

Le cabinet assistera la Banque dans :

- la préparation à l'audit de certification ;
- l'organisation d'un pré-audit ;
- l'accompagnement lors de l'audit officiel.

#### 6. Livrables attendus

Les livrables attendus dans le cadre de cette mission incluent notamment :

- Rapport de diagnostic initial ;
- Plan de mise en conformité ;
- Politique de sécurité de l'information ;
- Cartographie des actifs informationnels ;

- Registre des risques ;
- Documentation complète du SMSI ;
- Rapports d'audits internes ;
- Plan d'actions correctives ;
- Rapport de préparation à la certification.

### 7. Organisation et gouvernance du projet

La mission sera pilotée par un Comité de pilotage mis en place par la Direction Générale de la Banque.

Ce comité aura pour rôle :

- de valider les orientations stratégiques du projet ;
- de suivre l'avancement des travaux ;
- de faciliter la mobilisation des ressources internes ;
- de valider les livrables produits par le cabinet.

### 8. Profil du cabinet recherché

Le cabinet devra justifier :

- d'une expérience significative dans l'accompagnement à la certification ISO 27001 ;
- d'une expertise dans la mise en conformité PCI-DSS ;
- d'interventions similaires réalisées dans des institutions financières ;
- de la disponibilité d'experts certifiés (ISO 27001 Lead Implementer, Lead Auditor, PCI-DSS Specialist).
- Le cabinet devra également présenter une équipe composée notamment :
  - d'un chef de mission ;
  - d'experts en sécurité des systèmes d'information ;
  - de spécialistes en conformité PCI-DSS.

### 9. Durée de la mission

La durée estimative de la mission est comprise entre neuf (9) et douze (12) mois, selon l'état de maturité de la Banque et l'étendue du périmètre de certification.

### 10. Calendrier de Sélection :

#### Date/Livrables attendus

Le 06 mai 2026 / Publication des TDR

Le 22 mai 2026 / Limite de réception des offres

Du 29 au 03 juin 2026 / Dépouillement et notification du cabinet attributaire puis information aux cabinets non retenus

Le 10 juin 2026 / Démarrage des travaux

### 11. Modalités de soumission des offres

Les cabinets intéressés devront soumettre :

#### 1. Une offre technique comprenant :

- la compréhension de la mission ;
- la méthodologie proposée ;
- le planning d'exécution ;
- la composition de l'équipe accompagnée de leur curriculum vitae ;
- les références dans les missions similaires.

#### 2. Une offre financière détaillée.

#### 12. Critères d'évaluation des offres

Les offres seront évaluées sur la base des critères suivants :

- expérience du cabinet ;
- pertinence de la méthodologie proposée ;
- qualification des experts ;
- références dans le secteur bancaire ;
- coût de la prestation.

#### 13. Confidentialité

Le cabinet retenu devra respecter strictement les obligations de confidentialité relatives aux informations, données et documents auxquels il aura accès dans le cadre de la mission.

## TRANSPORTS

## Josué Rodrigue Nguonimba sur le terrain pour mesurer l'ampleur de sa tâche

Porté à la tête du ministère des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Josué Rodrigue Nguonimba a amorcé, le 6 mai, la visite des structures sous tutelle pour établir un premier contact avec ses administrés, s'enquérir du fonctionnement des services et identifier les besoins.

La première descente de Josué Rodrigue Nguonimba sur le terrain lui a permis de mesurer l'ampleur de la tâche qui l'attend à la tête du ministère des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, classé parmi les six piliers du développement, essentiels pour « Accélérer la marche vers le développement ».

Pour s'en convaincre, il s'est rendu, en premier à la Direction générale de l'Agence nationale de l'aviation civile. Un établissement public chargé de réguler, de superviser et de sécuriser les activités aéronautiques, aéroportuaires et météorologiques au Congo. Cette Agence assure aussi le respect des normes internationales pour garantir la sûreté et la sécurité du transport aérien.

Là-bas, Josué Rodrigue Nguonimba a visité l'ensemble des services pour voir de visu les conditions dans lesquelles les agents travaillent. Lors des échanges avec les responsables de la structure, il a tenu à s'enquérir des problèmes auxquels ils sont confrontés afin de préparer une réponse

idone.

De là, le ministre a mis le cap sur la Direction générale de la gare centrale du Chemin de fer Congo Océan. Ici, avant de donner le départ du train carburant sur Pointe-Noire, le ministre a fait le même rituel, en compagnie d'une foule d'agents chauffés à blanc, mais visiblement en mauvaise mine.

Dans la foulée, l'ambiance de l'arrivée du patron a été très délétère. « Nous sommes fiers d'accueillir le ministre chez nous, mais un ventre affamé n'a point d'oreilles, car nous cumulons à ce jour plus de 40 mois d'arriérés de salaire, nous sommes fatigués. Beaucoup de nos collègues de service ici, leurs femmes les ont quittés à cause cette souffrance infinie », a lâché une femme presque en larmes dans un coin, appuyée par ses collègues.

Ensuite, le ministre et sa suite ont poursuivi la ronde à la Direction générale des transports terrestres et au Hub digital, une structure technique de cette Direction chargée de l'établissement et de



Josué Rodrigue Nguonimba donnant le départ d'un train à carburant sur Pointe-Noire/Adiac

la délivrance de la carte grise, du permis de conduire et autres pièces connexes.

Josué Rodrigue Nguonimba a bouclé sa tournée par la repré-

sentation du Port autonome de Pointe-Noire ici à Brazzaville, installée au 17e étage des Tours Jumelles de Mpila.

Il poursuivra sa visite de terrain

très prochainement à l'aéroport international Maya-Maya, avant de mettre le cap sur la ville océane.

**Firmin Oyé**

## FONDS ROUTIER

## Le budget exercice 2026 chiffré à plus de 7 milliards FCFA

Réuni le 8 mai à Brazzaville, à l'occasion de sa 23e session ordinaire, le comité de direction du Fonds routier a adopté, entre autres, son budget de l'année en cours qui se chiffre en recettes et en dépenses à la somme de de 7 720 656 489 FCFA.

Le budget examiné et adopté par les administrateurs permettra de mettre en œuvre le programme d'actions de cette année 2026. « Nous avons donc aujourd'hui adopté le budget du Fonds routier qui s'élève à 7 720 656 489 FCFA, ce qui n'est pas trop au regard de ce qui nous attend comme travaux concernant l'entretien de toutes les routes dans le pays. Nous faisons ce qui est possible de faire et nous estimons que nous travaillons pour apporter un peu de satisfaction aux usagers en termes de réhabilitation, d'entretien, parce que nous avons beaucoup de choses à faire », a expliqué le président du comité de direction du Fonds routier, Yves Ickonga.

Déjà déficitaire en 2025, le budget de cette structure placée sous la tutelle du ministère de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier de cette année n'est pas aux yeux des observateurs à la hauteur des attentes. « L'année 2025 ne nous a pas été favorable, vous le savez, parce que le ressourcement de



Yves Ickonga présidant la travaux du comité de direction/DR

notre fonds s'est heurté à de nombreuses difficultés économiques...Mais nous ne devons pas nous éloigner de la mission régaliennne du Fonds routier qui

est celle de l'entretien routier », a prescrit le président du comité de direction à l'ouverture des travaux.

Outre le budget, les participants

ont adopté d'autres documents inscrits à l'ordre du jour parmi lesquels le rapport d'activités exercice 2025 ; le projet de programme d'actions de l'année 2026. Ils ont pris, par ailleurs, quatre délibérations relatives aux points adoptés.

Le représentant du cabinet du ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, de son côté, a mis à la disposition des administrateurs trois informations, notamment la situation de la concession avec la société Afrique pesage Congo S.A ; l'évolution de la nature juridique du Fonds routier, de l'Etablissement public à caractère administratif à l'Etablissement public industriel et commercial; la modernisation des postes de pesage et péage sous gestion du Fonds routier.

Le Fonds routier constitue, en effet, un instrument stratégique de financement dédié à l'entretien et à la préservation du patrimoine routier national. Il accompagne la politique gouvernementale en matière de mobilité, de désenclavement

et de développement économique. Son action contribue à garantir des routes praticables, sécurisées et durables au bénéfice de la population. De ce fait, le Fonds routier demeure un levier essentiel de développement national.

Son travail part des chaussées aux abords des routes. « Nous essayons d'entretenir au mieux pour garantir l'ouverture des routes. Déjà du point de vue des herbes qui poussent sur la chaussée mais également des nids de poule sur les routes en terre et les routes secondaires et à l'intérieur du pays. Nous n'avons pas de priorités, nous n'avons pas des routes prioritaires en tant que telles, nous allons partout où le besoin se fait sentir. Nous n'avons jamais eu assez d'argent pour faire, les sommes que nous recevons nous les utilisons au mieux, mais ne seront jamais suffisantes pour faire ce que nous voudrions faire vraiment », a expliqué Yves Ickonga.

**Parfait Wilfried Douniama**

## FESTIVAL

## Poésie et musique électrisent l'ouverture du Slamouv 5

La cinquième édition du Festival international de poésie urbaine (Slamouv) s'est ouverte le 6 mai à l'Institut français du Congo (IFC), au rythme de la poésie urbaine et de la musique d'ici et d'ailleurs. Jusqu'au 10 mai, artistes congolais et internationaux feront vibrer le public autour du thème « Slamer pour vivre ».

Sous les lumières tamisées de l'IFC, les voix ont résonné comme des battements de cœur. Le public, nombreux et chaleureux, s'est laissé emporter par une soirée d'ouverture rythmée et profondément humaine. Entre poésie et musique, quatre artistes ont donné le ton de cette cinquième édition du Festival international de poésie urbaine.

Premier à entrer en scène, le slameur ponténégrin Exokage a captivé la salle avec des textes inspirés des réalités sociales du Congo. D'une voix assurée, il a porté les frustrations, mais aussi les espoirs d'une jeunesse qui refuse d'abandonner. « *Le message était simple : nous sommes conscients des réalités difficiles de notre pays, mais on peut toujours s'en sortir avec le travail, la volonté et la détermination* », a-t-il confié après sa prestation, visiblement ému. La scène a ensuite accueilli Mavie Géniale, slameuse congolaise à l'énergie lumineuse. Entre émotion et gratitude, elle a salué l'existence d'un espace qui permet aux artistes de rayonner au-delà des frontières.

L'ouverture s'est poursuivie avec une touche internationale grâce à Saba, venue de France. À travers des textes intimes et puissants, elle a exploré les thèmes de la femme, de la maternité, de la résilience et des contradictions du monde moderne. Son slam, mêlant confidences et critique sociale, a trouvé un écho parti-



culier auprès du public brazzavillois. Enfin, l'auteur-compositeur et interprète Fredy Massamba a clôturé la soirée dans une ambiance festive, entre rumba congolaise et sonorités afro soul. Porté par des titres comme Ozali, Zua idée ou Lobela ngai, l'artiste

a transformé la salle en un véritable espace de communion.

#### « Slamer pour vivre », un cri et une vision

Au cœur de cette cinquième édition, un thème fort : « Slamer pour vivre ». Dans son discours

d'ouverture, la slameuse et directrice du festival, Mariusca Moukengue, a donné le ton d'un rendez-vous placé sous le signe de la résistance artistique.

« *Parler, écrire, déclamer n'est parfois pas un choix, mais une survie* », a-t-elle affirmé devant

un public attentif. Pour elle, le slam est bien plus qu'une passion : c'est un métier, un combat et un moyen d'existence.

Cette édition met ainsi l'accent sur l'entrepreneuriat culturel et la professionnalisation des artistes. « Je vis de mon slam. C'est le slam qui paye mes factures », a expliqué Mariusca au terme de la soirée. Un message fort destiné à encourager les jeunes artistes à considérer leur art comme une véritable carrière.

La directrice de Slamouv a également insisté sur la nécessité de construire un écosystème culturel congolais solide autour du slam, grâce aux formations, aux collaborations et au soutien des partenaires qui accompagnent le festival depuis cinq ans.

#### Conférences, spectacles et rencontres jusqu'au 10 mai

Après cette ouverture réussie, le festival poursuit sa programmation jusqu'au 10 mai à travers les conférences, ateliers et spectacles. La deuxième journée, le 7 mai à l'IFC, a proposé notamment une conférence d'Émeraude Kouka autour du thème « Slamer l'instant », suivie d'un échange avec l'artiste canadienne Veeby sur l'entrepreneuriat culturel en Afrique.

En soirée, place aux spectacles avec Mojo la slameuse, Haut-Parleur de la République démocratique du Congo, Bioman et Anaclet Bassinga Mouanga.

Merveille Jessica Atipo

## MUSIQUE

## Mellon Gakana Ebale Soul nabiso en concert acoustique à Brazzaville

Résident à Paris, en France, l'artiste Ebalé Soul nabiso, de son vrai nom Mellon Gakana, est en séjour à Brazzaville où il va donner un concert acoustique world, le 10 mai, au restaurant la Belle étoile immeuble Denidé-Edith, à Ouenzé 753.

Organisé par 9.4 Agences que manage Homany Akanati, le concert que donnera l'artiste Ebalé Soul nabiso s'inscrit dans le cadre de la relance de ses activités musicales à Brazzaville, sa terre natale. « C'est pour relever le défi que 9.4 Agences a jugé utile d'organiser ce concert avec l'artiste Ebalé Soul nabiso, le 10 mai 2026, au restaurant la belle étoile, à 753 Ouenzé. Nous invitons les mélomanes de la bonne musique à venir vivre un véritable live acoustique world, un mélange de musique qui va leur laisser de l'emprunte de 18h à 22h. Le doute est une défaite, et la magie n'est pas du magicien, mais de l'esprit qu'il invoque », a signifié Homany Akanati, responsable de 9.4 Agences.

Pour lui, le Congolais devrait commencer à croire (pour celui qui ne croit pas encore) à sa

musique ainsi qu'aux artistes de son pays et aux opérateurs culturels, en donnant la chance et l'opportunité à ceux qui sont disponibles à mettre en valeur la couleur tricolore. Il invite les pouvoirs publics à les soutenir, notamment le ministère de tutelle ainsi que les partenaires afin de leur permettre de réaliser des exploits. « Nous l'avons vu, il y a quelques jours, l'artiste musicien de la République démocratique du Congo (pays voisin), Fally Ipupa, a réalisé un grand exploit en se produisant au stade de France qui hier était un rêve, mais il a fini par briser la glace. Donnez à ceux qui sont à Brazzaville cette force aussi de réaliser l'impossible s'il le faut afin que le Congo reste la tête de la rumba. Déjà, notre vision en tant que 9.4 Agences est de réaliser l'impossible en milieu musical et dans d'autres lieux,

afin d'être parmi les vendeurs de la culture congolaise », a martelé Homany Akanati.

Ebalé Soul nabiso est un chanteur, auteur et compositeur congolais basé à Paris. Son univers musical fusionne soul, hip-hop et rumba congolaise dans une approche moderne et enracinée. Ancien membre du groupe Extra Musica International, il développe aujourd'hui un projet artistique personnel où se mêlent conscience historique, quête identitaire et spiritualité africaine.

Notons que 9.4 Agences en tant que partenaire poursuit son partenariat avec l'artiste Ebalé Soul nabiso. Immédiatement après le concert du 10 mai à la Belle étoile, 9.4 Agences va redonner aux Congolais un nouveau concert à Kintélé, au Jeef monano, avec l'artiste Dou dou Copa de Mi-Amor.

Bruno Zéphirin Okokana



# Les orientations du ministre Hugues Ngouélondélé aux fédérations

Reconduit le 24 avril dernier, le ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Éducation civique, Hugues Ngouélondélé, a fixé, le 7 mai lors d'une rencontre à Brazzaville avec les présidents des fédérations sportives nationales, le nouveau cadre de travail. Il les a invités à tabler sur la rigueur administrative et le respect des textes.

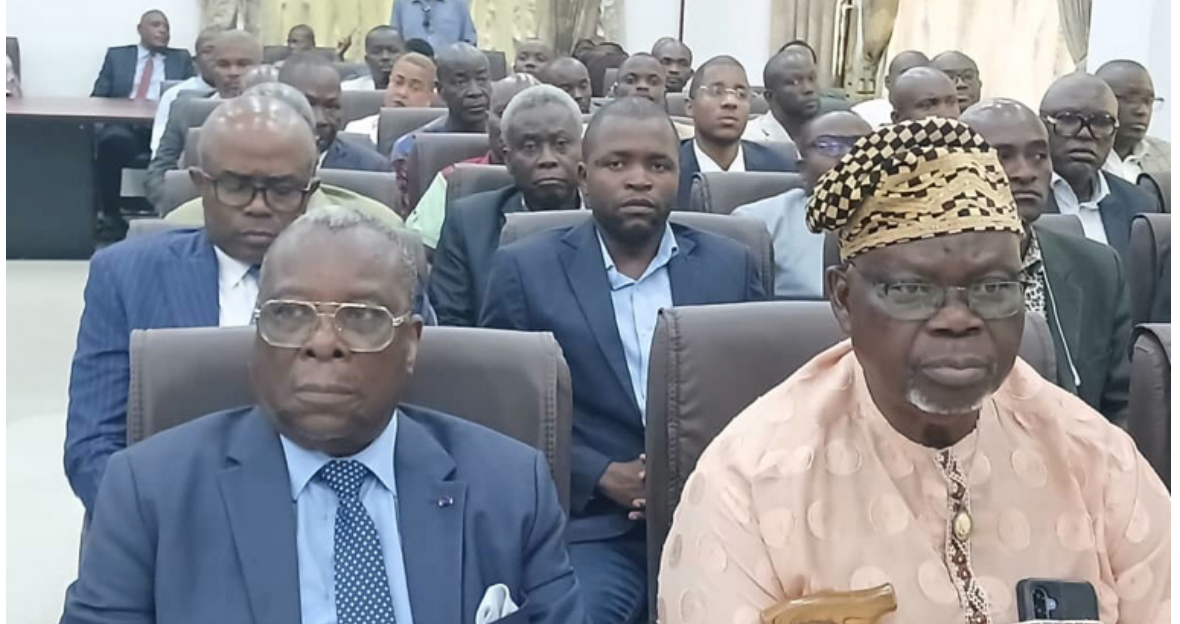
Le ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Éducation civique a demandé la fin des sollicitations de dernière minute. Chaque fédération doit désormais transmettre ses documents techniques dans les délais, notamment les plans stratégiques, les projets de développement et les calendriers d'activités.

L'objectif, selon lui, est d'aligner la gestion des fédérations sur les standards de performance et de professionnalisation à travers le respect du cadre légal.

Hugues Ngouélondélé a rappelé l'obligation pour chaque structure de se conformer au code du sport. Il a insisté sur trois axes : la discipline, l'exemplarité et le patriotisme. Pour le ministre, l'intérêt du sport national doit prévaloir sur les intérêts particuliers. Il a, par ailleurs, demandé aux responsables de respecter scrupuleusement les textes.

Le ministre a précisé que les dirigeants qui ne parvenant pas à assurer une gouvernance conforme au règlement doivent quitter leurs fonctions. Il entend désormais lier l'accompagnement public à l'obtention de résultats et à une gestion saine.

**Rude Ngoma**



Les dirigeants sportifs lors de la rencontre avec le ministre de tutelle/Adiac

## COMMUNIQUÉ /SYMBLES CULTURELS DANS LES TENUES AFRICAINES AU MONDIAL 2026

### Quand le design raconte l'identité locale

Le football est profondément lié à la culture locale, à la fierté nationale et aux communautés qui le font vivre au quotidien. À l'approche du grand tournoi mondial de football 2026, 1xBet s'intéresse aux tenues de l'Afrique du Sud, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Ghana et de la République démocratique du Congo (RDC). Ces maillots montrent comment le design peut devenir un langage à part entière et porter l'identité d'un pays sur la scène internationale.

En tant que marque présente sur plusieurs marchés africains, 1xBet voit le football comme un point de rencontre entre culture, passion des supporters et caractère national. Les fans peuvent également suivre la compétition sur le site 1xBet, accompagner le parcours de ces équipes et rester au plus près des moments clés de leur aventure.

**Avertissement :** les images présentées dans cet article sont uniquement des illustrations de référence. Elles ne sont pas des modèles officiels et ne représentent pas les tenues finales ou officielles des équipes mentionnées. Les visuels servent seulement à accompagner l'analyse éditoriale.

#### **Sénégal : le Car Rapide de Dakar sur le terrain**

Le maillot domicile du Sénégal s'inspire de l'un des symboles urbains les plus reconnaissables de Dakar : le Car Rapide. Cette tenue blanche se distingue par un motif multicolore travaillé sur le devant, qui rappelle la richesse visuelle et la portée culturelle de ces minibuses emblématiques. Avec leurs couleurs et leurs inscriptions, les Cars Rapides véhiculent des fragments de culture populaire, d'histoire nationale, de croyances et d'identité urbaine.

Le maillot extérieur adopte une autre approche, avec une base vert profond et un motif vertical ton sur ton inspiré de l'art textile sénégalais

traditionnel et du savoir-faire local.

**Résumé 1xBet :** les tenues du Sénégal montrent comment le football peut réunir culture urbaine et artisanat traditionnel dans une même identité visuelle.

#### **Ghana : entre football et folklore**

Le maillot domicile du Ghana présente un motif inspiré du kente, l'une des traditions textiles les plus emblématiques du pays. Il renvoie aussi à l'univers de Kwaku Anansi, la figure de l'araignée très présente dans le folklore Ouest-africain, connue pour sa ruse, son intelligence et sa capacité à surmonter les obstacles.

Le maillot extérieur repose sur une base jaune accompagnée de motifs ton sur ton inspirés de l'énergie du marché de Makola, à Accra, l'un des grands lieux commerciaux et culturels de la ville. Sur les deux tenues, l'Étoile noire reste au centre du design, en maintenant bien visible le symbole national.

**Résumé 1xBet :** les tenues du Ghana montrent comment le football peut réunir folklore, vie urbaine et fierté nationale au sein d'une même identité visuelle.

#### **Côte d'Ivoire : l'orange au cœur de l'identité des Éléphants**

Le maillot domicile de la Côte d'Ivoire reste fidèle à l'un des codes les plus puissants du football africain : le maillot orange des Éléphants. Cette couleur renvoie directement à l'his-

toire du football ivoirien, tandis que la texture inspirée du monde animal fait subtilement écho au surnom de l'équipe. Les détails verts renforcent le lien avec le drapeau national.

Le maillot extérieur adopte une base blanche accompagnée de motifs botaniques, que l'on peut lire comme une référence à la richesse naturelle de la Côte d'Ivoire. Les touches orange et vertes maintiennent le lien avec la palette nationale.

**Résumé 1xBet :** ensemble, les tenues domicile et extérieur associent puissance, nature et image footballistique bien installée de la Côte d'Ivoire.

#### **RDC : rayures évocatrices et héritage textile**

Le maillot domicile de la RDC, avec son rythme visuel rayé, semble s'inspirer de l'okapi, un animal étroitement associé au pays et souvent surnommé la "girafe zébrée". Ce choix crée un lien discret avec la faune congolaise et l'un des symboles naturels les plus reconnaissables du pays.

Le maillot extérieur adopte une approche plus graphique, avec un motif géométrique qui peut rappeler les textiles kuba, réputés pour leur richesse esthétique et leur grande valeur artistique.

**Résumé 1xBet :** les tenues de la RDC montrent comment le design footballistique peut relier le sport à la nature et à la culture visuelle traditionnelle.

Afrique du Sud : langues et mémoire footballistique

Le maillot domicile de l'Afrique du Sud conserve le jaune et le vert bien connus de Bafana Bafana, tandis que le maillot extérieur choisit une direction plus classique. Le détail central est un motif ton sur ton qui fait référence à la diversité linguistique du pays et à ses douze langues officielles. Ce choix donne aux maillots un message clair : unité, pluralité des voix et identité nationale partagée.

Ces deux designs évoquent aussi le souvenir de 2010, lorsque l'Afrique du Sud a accueilli un grand tournoi mondial de football et fait découvrir au public international sa culture, ses sons et ses couleurs.

**Résumé 1xBet :** cette symbolique montre comment le football peut préserver la mémoire nationale tout en restant moderne pour les nouvelles générations de supporters.

À travers ces cinq tenues, les références les plus fortes sont celles que les supporters peuvent reconnaître immédiatement : les langues, les surnoms des équipes, le folklore, les marchés, les transports urbains, les couleurs et l'histoire. Ces maillots montrent comment le design footballistique peut porter une signification locale forte tout en donnant à chaque équipe une identité claire sur la scène internationale en 2026.

**Communiqué**

## La société PERENCO CONGO/CONGOREP restitue la première phase du projet de développement de la filière piscicole dans le département du Kouilou

Les retrouvailles ont eu lieu le 30 avril à Pointe-Noire en présence de Grégoire de COURCELLES, directeur général de PERENCO CONGO/CONGOREP, accompagné de quelques représentants des autorités locales, des pisciculteurs du Kouilou et des invités

Ce projet se fixe divers objectifs à savoir satisfaire les demandes grandissantes des consommateurs; soutenir les pêcheurs locaux à la suite de la raréfaction des ressources en mer; promouvoir l'autonomie économique grâce à l'aquaculture dans le département du Kouilou; accroître la production aquacole de carpe (tilapia) et de clarias dans le département du Kouilou; améliorer la disponibilité en intrants de qualité (alevins et aliments) et apporter des solutions pérennes; augmenter les revenus des pisciculteurs et des acteurs de la chaîne de valeur; augmenter l'emploi dans la chaîne de valeur; mettre en place les bases d'un développement durable de la pisciculture.

S'exprimant à cette occasion, le directeur général de PERENCO CONGO/CONGOREP a rappelé que, lorsque ce projet a été lancé, en 2023, à la suite d'une phase d'études engagée dès 2022, le constat était clair: la filière piscicole faisait face à des contraintes importantes notamment accès limité aux intrants, manque de compétences techniques, difficultés de financement avec pour conséquence, une production encore insuffisante.

C'est pour répondre à ces défis poursuit-il, que CONGOREP a décidé d'agir, avec pour ambition de continuer à développer une filière piscicole plus autonome, plus productive et plus durable dans le Kouilou, en s'appuyant sur l'expertise et l'accompagnement technique de l'IECD et de la COFAD.

«Trois ans plus tard, les résultats sont là, avec des chiffres



qui parlent d'eux-mêmes, la productivité des fermes a été multipliée par dix; la production globale a été multipliée par trois; la production d'alevins, par cinq et surtout, les pratiques ont évolué, près de 70% des fermes actives ont adopté de nouvelles méthodes de production, plus performantes et mieux maîtrisées. Ces résultats reposent sur un accompagnement de terrain soutenu, avec près de 1000 visites techniques, plus de 150 sessions de formation, et plus de 1300 personnes accompagnées. Au-delà de la pisciculture, ce projet illustre une conviction qui nous est chère, le développement durable d'un territoire repose sur la transmission des compétences, la valorisation des ressources locales, et l'accompagnement dans la durée pour renforcer l'autono-

mie des communautés. C'est dans cet esprit que nous continuons à avancer, avec pragmatisme, avec exigence, mais



aussi avec confiance dans les capacités locales» a-t-il déclaré.

Pour sa part, dégageant l'intérêt de ce projet, Jerry Boun-

gou, directeur relations et impact local à Perenco/Congorep a expliqué que ce projet intègre, les quatre piliers de la responsabilité sociétale de la société Perenco/Congorep notamment l'éducation, la santé, l'environnement, et la biodiversité.

Remerciant Perenco Congo/Congorep pour les résultats satisfaisants de cette première phase du projet, kokolo Guy Alain et Makekita Pierre respectivement propriétaires de fermes aux villages Makola et Pili Kondi ont eu les mots suivants: « Nous n'avions jamais reçu de formation en pisciculture au préalable, c'est grâce donc à Perenco Congo/Congorep que nous sommes aujourd'hui capable de préparer un étang, nourrir bien les poissons et faire le sexage de ceux-ci en vue de les multiplier» ont-ils déclaré.

Appréciant l'initiative, Yabi Benetedi Akpata, chef de projet pisciculture et développe-

ment à l'Institut européen de coopération et de développement (IECD) a signifié que ce projet, contribue énormément au développement de l'économie locale. «En plus de former les pisciculteurs à l'entrepreneuriat, il s'agit d'une activité génératrice de revenu, c'est-à-dire on ne parle pas uniquement de l'aspect technique de la production, il s'agit de rentabiliser ces activités afin d'amener la pisciculture d'être capable de nourrir les pisciculteurs dans le département du Kouilou. Après les différentes formations, la production s'est multipliée par

trois et la productivité s'est multipliée par 10, la production d'alevins par 5 et celle des aliments par 4» a-t-il signifié. Soulignons que, Perenco/Congorep est une société pétrolière, qui opère il y a plus de Vingt ans en République du Congo. Dans le cadre de sa politique sociétal, cette société a déjà effectué divers réalisations à travers le pays à savoir, la construction des centres de santé intégré de Yanga et de Madingo-Kayes dans le département du Kouilou; celle de l'hôpital de référence d'Ollombo dans le département Nkényi-Alima, la distribution des médicaments, l'accompagnement de la ferme de Konkouati au Kouilou, les projets du récif artificiel, et ceux de l'autonomisation des communautés.

La phase II du projet, visera à consolider les acquis et changer d'échelle, en renforçant l'autonomie de la filière, en consolidant les débouchés et en étendant progressivement

le modèle à d'autres zones. Avec un accompagnement par la Fondation PERENCO pour certains pisciculteurs identifiés. La dite phase, prévoit le passage des fermes de ces pisciculteurs en des entreprises autonomes, suivi d'une formation- entrepreneuriat. Financée par Perenco Congo/Congorep, la première phase de ce projet a eu pour partenaires techniques IECD et le cabinet allemand COFAD. Au total 422 pisciculteurs du département du Kouilou, ont bénéficié de la formation au cours de la première phase de ce projet.



## CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DE MARS 2026

## Coup de projecteur sur Maixent Raoul Ominga, un des acteurs

Le directeur général de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) a accompagné le candidat Denis Sassou N'Guesso dans les quinze départements de la République du Congo au cours de la campagne électorale. Quel regard porte-t-il à cette séquence politique ? Extraits de son interview accordée à un magazine publié début mai.

La première chose qu'il a voulu exprimer, c'est un sentiment de satisfaction au regard du plébiscite dont a bénéficié le candidat Denis Sassou N'Guesso à l'issue de ce scrutin.

Pour lui, au-delà du résultat, cette campagne électorale aura été un moment important de la mobilisation nationale. « Nous avons pu constater, dans l'ensemble des départements parcourus, une forte implication de la population, avec notamment une participation remarquable de la jeunesse et des femmes », a-t-il expliqué.

Du Sud au Nord du pays, il a observé une mobilisation populaire significative et un véritable ferveur autour du candidat. « Cette dynamique s'est manifestée aussi bien lors des grands rassemblements que dans les différentes localités



Maixent Raoul Ominga/DR

visitées, comme ont pu en témoigner les équipes nationales et départementales de campagne », a-t-il constaté.

Il a dégagé trois principaux messages, à savoir la préservation de la paix, de l'unité nationale, de la sécurité et de la stabilité ; le besoin de poursuite et de renforcement des infrastructures de développement ; les attentes fortes de la jeunesse.

Des aspirations exprimées constituant autant de repères importants pour l'action publique au cours de la mandature 2026-2031.

En ce qui concerne la demande spécifique concernant la construction des infrastructures scolaires modernes à l'image de celles réalisées à Talangaï ou Louvakou, le directeur général de la SNPC a rappelé que cette société est une

entreprise publique détenue à 100 % par l'État. A ce titre, elle demeure pleinement engagée au service de son actionnaire unique, l'État congolais, et attentive aux orientations ainsi qu'aux priorités définies par les pouvoirs publics.

« Dans ce cadre de sa politique de responsabilité sociale, la SNPC accorde une attention particulière aux secteurs structurants du développement national, au premier rang desquels figure l'éducation », a-t-il relevé.

Maixent Raoul Ominga a précisé que cette priorité correspond à la vision portée par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, pour qui l'éducation constitue un pilier essentiel de souveraineté, de cohésion sociale et de développement durable.

Marie Alfred Ngoma

## CRISE AU DÉTROIT D'ORMUZ

## Des Congolais alertent sur les risques de chocs économiques

Réunis récemment à Brazzaville, plusieurs jeunes acteurs de la société civile ont présenté une analyse prospective et examiné les conséquences de la paralysie du détroit d'Ormuz sur le marché national. La rencontre visait à éclairer l'opinion sur les mécanismes de l'inflation et à proposer des leviers d'anticipation pour les pouvoirs publics.

Depuis mars dernier, le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz a chuté de 95 à 97 %. Ce point de passage, véritable poumon de l'industrie mondiale, subit une perturbation historique qui impacte désormais les circuits d'approvisionnement du Congo, des produits de grande consommation jusqu'aux intrants agricoles.

Des acteurs de la société civile estiment que le marché congolais, qui dépend des importations annuelles de denrées alimentaires à hauteur de 800 milliards FCFA, se trouve exposé à une hausse mécanique des prix. La région de la mer Noire fournissant près de 70 % du blé consommé localement, les perturbations logistiques mondiales et le renchérissement du fret pèsent sur les denrées de base comme le riz, l'huile et les volailles.

Les analystes précisent que cette cherté, souvent constatée sur les états, ne relève pas de la spéculation des commerçants locaux, mais d'une réalité logistique, notamment le détournement des navires par le Cap de Bonne-Espérance qui allonge les trajets de dix à quinze jours et fait exploser les coûts de fret de 15 à 20 %.

Pour ces jeunes, le Congo, comme le reste de l'Afrique, est le terrain de jeu privilégié de Transian Holdings, fabriquant des téléphones Tecno, Itel et Infinix. Si ces téléphones sont assemblés ailleurs, leur « cœur » dépend de



La conteneurisation/DR

matériaux critiques transitant par le Golfe. Hélium et gaz rares : le Qatar, par exemple, est l'un des plus grands exportateurs mondiaux d'hélium, essentiel à la fabrication des semi-conducteurs et des écrans.

**L'impact sur l'agriculture et les transports**

Le secteur agricole pourrait également subir des tensions lors de la récolte 2026. Le détroit d'Ormuz étant le point de passage de près de 30 % du commerce mondial d'engrais, la hausse des prix des intrants (Déjà évaluée à 30 % dans certains pays voisins) menace le rendement des producteurs locaux. De même, la raréfaction des pièces détachées, des téléphones et des lubrifiants, souvent réexportés de

puis les hubs du Golfe, fait peser un risque de ralentissement sur le parc automobile, les boutiques et les chantiers de bâtiments et travaux publics nationaux.

Intervenant lors de cette visioconférence, Nelson Cishugi, expert digital, a détaillé l'impact de cette crise sur la chaîne de valeur du numérique et des infrastructures.

Pour lui, le Congo doit accepter une réalité simple. « Nous sommes encore trop dépendants de chaînes logistiques que nous ne contrôlons pas. Dès qu'un chokepoint mondial comme le détroit d'Ormuz se tend, les économies importatrices comme les nôtres absorbent immédiatement le choc à travers les prix du carburant, des produits alimentaires, des matériaux et même

des services numériques », a-t-il expliqué.

Sur les risques sectoriels identifiés, il précise que le premier concerne l'inflation des équipements technologiques. Les smartphones, ordinateurs, routeurs, équipements réseau transitent massivement par des chaînes d'approvisionnement asiatiques qui passent par Ormuz ou ses routes alternatives. Une hausse du fret se traduit en trois à six mois par des appareils plus chers ou indisponibles.

En deuxième lieu, il évoque la pression sur la connectivité. Le coût de l'énergie impacte directement les opérateurs télécoms, les data centers, les infrastructures cloud et les réseaux de fibre, qui impactent à leur tour des infrastructures stratégiques comme le port de Pointe-

Noire ou différentes centrales d'énergie.

Il rappelle, enfin, que le ralentissement des projets de transformation digitale à travers les institutions qui veulent se moderniser dépend d'infrastructures physiques. « Si les data centers, les câbles, les équipements de réseau coûtent plus cher ou tardent à arriver, les missions de stratégie digitale se retrouvent bloquées en aval », a averti Nelson Cishugi. Pour anticiper cette crise, il propose trois pistes aux autorités. « Premièrement, ne pas attendre que la crise soit visible pour agir. En Afrique centrale, on a l'habitude de gérer les crises après l'impact. Ormuz nous donne une fenêtre de quelques semaines pour anticiper. Deuxièmement, investir massivement dans la connectivité locale comme amortisseur de crise. Un pays qui peut former ses cadres en ligne, traiter ses dossiers administratifs digitalement, et opérer ses petites et moyennes entreprises sans dépendre d'équipements importés coûteux est structurellement plus résilient. Troisièmement, créer un cadre d'urgence pour les opérateurs locaux du numérique et de la formation dans le digital. Si les grandes entreprises subissent la pression, elles couperont d'abord les contrats avec les prestataires locaux », a-t-il lancé.

Rude Ngoma

## ÉLECTION AU SÉCRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'OIF

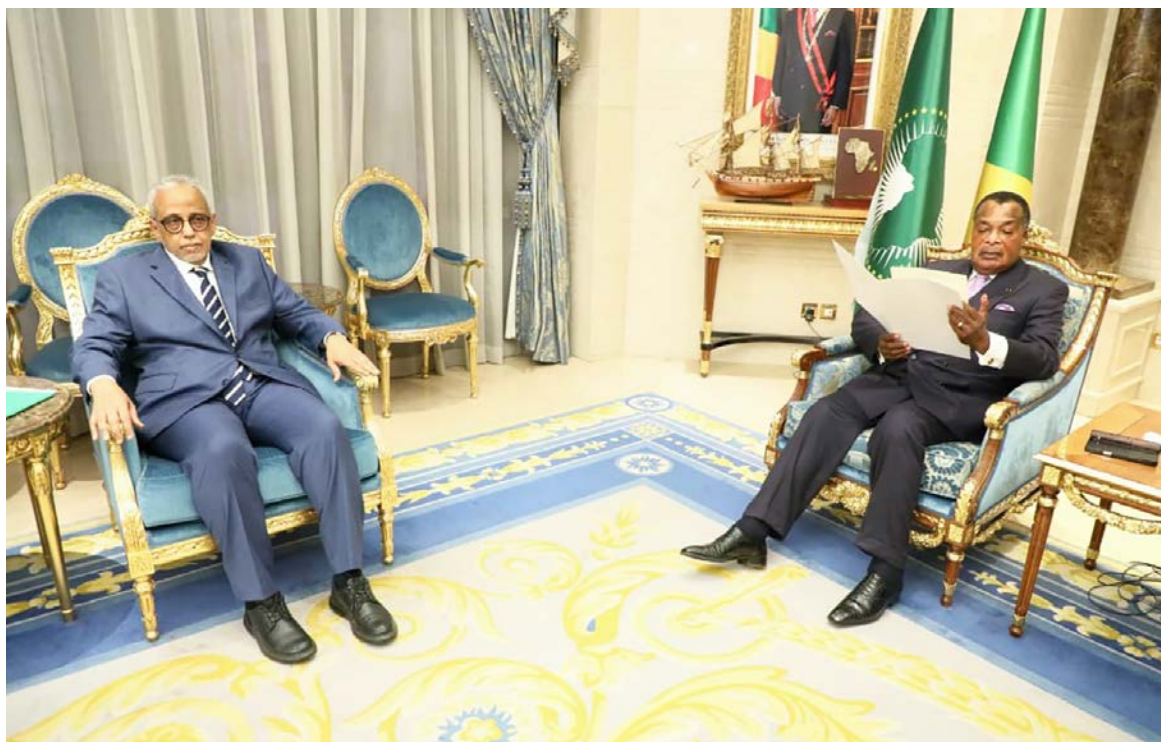
## La Mauritanie sollicite le soutien du Congo pour sa candidate

Le ministre des Affaires économiques et du Développement de la Mauritanie, Abdallahi Soulemane Cheikh Sidya, a été reçu le 7 mai à Brazzaville par le président Denis Sassou N'Gusso. En tant qu'émissaire du chef de l'État mauritanien, il est venu officialiser la demande de soutien du Congo pour la candidature de Koumba Ba au poste de secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

À Brazzaville, le ministre mauritanien des Affaires économiques et du Développement a remis un message d'amitié du président Mohamed Ould El-Ghazaouani à son homologue congolais, Denis Sassou N'Gusso, affirmant que les relations entre la Mauritanie et le Congo sont non seulement anciennes, mais également enracinées dans des échanges historiques au sein de l'Afrique et des différentes organisations internationales. Abdallahi Soulemane Cheikh Sidya a mis en avant les qualités «exceptionnelles» de la candidate Koumba Ba, qu'il a décrit comme ayant le «profil idéal» pour le poste de secrétaire générale de l'OIF. Docteur de l'université, elle possède une vaste expérience au sein de la haute administration

britannique, ayant occupé des fonctions importantes, notamment comme conseillère à la présidence et ministre durant plus de dix ans. Son récent rôle en tant qu'envoyée spéciale pour la Francophonie renforce encore son profil. «Notre candidate incarne l'image que nous voulons donner de l'Afrique : moderne et enracinée, capable de briller sur la scène internationale», a déclaré le ministre mauritanien, insistant sur l'expertise de la candidate tant sur le plan administratif que politique.

En parallèle, la dynamique des candidats pour le secrétariat général de la Francophonie s'intensifie. Outre Koumba Ba, d'autres personnalités ont déjà été déclarées, faisant de cette élection un enjeu crucial pour les pays francophones. Des pays comme



Le président de la République recevant le message de son homologue /DR

la République démocratique du Congo et le Canada ont également proposé des candidats. Le

soutien mutuel entre la Mauritanie et le Congo pourrait donc jouer un rôle déterminant dans

cette compétition pour la direction de l'OIF.

**Fiacre Kombo**

## SANTÉ PUBLIQUE

## Le Fonds mondial prévoit une nouvelle allocation de 50 millions d'euros

Le gestionnaire de portefeuille Afrique et Moyen-Orient des subventions du Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose, Lionel Caruana, a félicité le 8 mai à Brazzaville, le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, pour son plaidoyer dans la mobilisation des fonds de contrepartie avant d'annoncer la disponibilité d'une allocation de plus de 50 millions d'euros, soit environ 32 797 850 000 FCFA pour les trois prochaines années.

Le Fonds mondial octroie chaque trois ans une allocation au Congo pour lutter contre le sida, le paludisme et la tuberculose. Une allocation qui vient avec des exigences de co-financement servant à acheter des médicaments pour aider les patients dans la lutte contre ces trois pandémies. « Lors de notre précédente visite, il y avait un manque dans ces exigences de co-financement que le gouvernement du Congo a rempli partiellement. Mais au mois de janvier 2026, et c'est historique puisque c'est la première fois au cours de ces 20 ans de partenariat qu'au titre du co-financement, le gouvernement achète des médicaments, donc des antirétroviraux, des antituberculeux, des antipaludéens et des moustiquaires », s'est réjoui le chef de la délégation du Fonds mondial.

Accompagné de la représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) au Congo, Adama Dian-Barry, le gestionnaire de portefeuille Afrique et Moyen-Orient des subventions du Fonds mondial a profité de sa rencontre avec le président de l'Assemblée nationale pour remercier également les ministres de la Santé et des Finances qui ont été de beaucoup dans ce plaidoyer. « Le chemin à



Isidore Mvouba posant avec la délégation du Fonds mondial / Sylvestre Nkouka

parcourir n'est pas fini, le combat n'est pas fini, et il y a encore des achats de médicaments à faire au titre de l'année 2026 et aussi au titre des trois années qui viennent, puisque nous sommes aussi venus pour discuter de la prochaine allocation que recevra le Congo, qui est d'un peu plus de 50 millions d'euros », a annoncé Lionel Ca-

ruana, se félicitant du plaidoyer du président de la chambre basse du parlement auprès de l'exécutif. Selon lui, ces 50 millions d'euros viennent aussi avec des engagements de co-financement. C'est ainsi qu'il a informé Isidore Mvouba des nouveautés qui voudraient que désormais toutes les dépenses qui seront faites par le

gouvernement dans la lutte contre ces trois maladies soient comptabilisées au lieu de prendre seulement en compte ses engagements dans les achats de médicaments. A titre d'exemple, il a cité la prise en charge financière des agents de santé communautaire qui sont au quotidien au plus près des malades pour les diagnostiquer, les

traiter sur le terrain.

« Ces agents sont essentiels au succès de la lutte contre ces maladies et le fait que le gouvernement du Congo contribue également à leur financement va changer la donne. Les investissements que fait le gouvernement du Congo dans la lutte contre ces maladies vont lui permettre de sortir de la situation actuelle où le pays se situe en queue de peloton en Afrique centrale et du centre. Ils vont lui permettre de passer tout près de la tête et seront bénéfiques pour le combat contre ces maladies », a indiqué Lionel Caruana. Se félicitant de l'implication des différents acteurs, notamment du ministère de la Santé, des partenaires au développement dont le Pnud, le système des agents des Nations unies, le CRS, la société civile, ainsi que le comité de coordination nationale, il s'est dit satisfait des résultats enregistrés ces trois dernières années. Ils sont, a-t-il dit, dans une dynamique très positive. « Nous sommes venus ici pour demander de ne pas briser cette dynamique. Donc nous sommes pleins d'enthousiasme mais aussi un petit peu fébriles de ne pas relâcher le combat et de continuer à investir dans la lutte contre ces trois maladies », a conclu le chef de la délégation du Fonds mondial.

**Parfait Wilfried Douniama**